
179
courant
alternatif
N° 179 • avril 2008 • 2,30 euros
Mensuel édité par l'Organisation Communiste Liber-

Comment fonctionne « Courant Alternatif » (C.A.) ?

Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.
Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT CONTACTER L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE ?

BRETAGNE
Clé des Champs
(ne pas mentionner OCL)
B.P. 20912,
44009 Nantes cedex 1

CENTRE
La Commune,
B.P. 1228
45002 Orléans cedex

ÎLE DE FRANCE
Ecrire à Reims

MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse

NORD
OCLB c/o
La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 Boulogne s/mer
cedex

NORD-EST
OCL c/o Égrégore
B.P. 1213
51058 Reims cedex

NORMANDIE
CRAS, B.P. 5164
14075 Caen cedex

PAYS BASQUE
Acratie, BP 23
64130 Mauléon

RHONE-ALPES
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon

SUD-EST
La Galère
BP 74217,
06131 Grasse cedex

Écrire au journal pour contacts à :Figeac, Limoges, Poitou, Saint-Nazaire, Strasbourg, Le Trégor

OCL c/o Egregore
BP 1213 – 51058 Reims cedex
Courriel : **oclibertaire@hotmail.com**

Site web :
http://oclibertaire.free.fr/

POUR S'ABONNER à C.A.

Abonnement 1 an (10 numéros) 25,00 euros

Tarif réduit (pour toutes sortes de fauché-e-s) 15,00
Abonnement de soutien 30,00
Abonnement à l'essai (3 n^{os}) 5,00

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :
2 ex. . . . . 45,00 euros
3 ex. . . . . 65,00 euros
5 ex. . . . . 100,00 euros
10 ex. . . . . 180,00 euros

Chèques à l'ordre de « La Galère » OCL/Égrégore
B.P. 1213 – 51058 Reims cedex
Pour tout abonnement international :
N° IBAN : FR76 1562 9029 0100 0347 8804 060
N° BIC : CMCIFR2A
Pour tout paiement postal ne plus indiquer comme ordre « La Galère » mais « EGREGORE »

Sommaire

Ce numéro a été préparé à **CAEN**
La prochaine commission journal aura lieu à **LIMOGES, en mai**

Courant Alternatif
MARS 2008
Com. par. : 0610G86750
Mensuel
Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations légales :
Dir. publication : Nathalie Federico
Imprimerie : Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé



Ils ont voté et puis après chantait le poète en 68. Les élections municipales du 9 et 16 mars ont une fois encore illustré la force idéologique de la bourgeoisie à faire cautionner sa démocratie.

Plus que pour la présidentielle cette idéologie électoraliste a été portée par les organisations dites révolutionnaires qui y ont présenté des listes. Réconfortée dans sa dynamique présidentielle, la LCR en a fait un tremplin vers la construction de son parti « anti-capitaliste ». LO sa rivale, à opté d'emblée pour des listes communes avec cette gauche qu'elle dénonce régulièrement.

Au bonheur des urnes, les politiques municipales, même si elles ont un enjeu local (crèches, logements etc...) restent elles aussi soumises au pouvoir économique. Les élus ne pourront que gérer localement les conséquences impliquées par le capitalisme dans sa course aux profits.

Au sortir de 68, alors que les syndicats étaient vomis par les travailleurs pour trahison et compromission avec le pouvoir, ces héritiers du léninisme prônaient l'entrisme dans les syndicats pour influer sur l'orientation et en prendre le pouvoir. Avoir des délégués puis des élus tant dans les entreprises que dans l'appareil syndical. Pour quel bilan ?

Le projet EPR se poursuit avec ses kilomètres des lignes à Très Haute Tension dans la Manche. Seul le village de Chevreville boycott et refuse d'organiser les élections municipales. Nos anti et autres alter-mondialistes courent après des élus. A Notre Dame des Landes, un aéroport international voit hélas le jour. Malgré le refus, les protestations et la résistance locale au projet, nos adeptes du scrutin électoral de proximité : verts et alternatifs, n'hésitent pas à enfourcher les listes communes avec Ayrault le maire PS de Nantes.

Aujourd'hui, il leur faut se présenter pour ne pas perdre un électorat, avoir des élus quitte à se vautrer dans les plus viles combinaisons politiciennes. Il semble loin le temps où ces héritiers de Lénine et Trotsky nous expliquaient que les élections bourgeoises ne sont qu'un moment, une tribune pour porter et faire entendre la parole révolutionnaire. Quelque soit la place ou le pouvoir octroyé, une fois élus, ils ne peuvent être que des co-gestionnaires actifs ou passifs dans le système de représentation étatique. Dans les luttes sociales qui se déroulent, leur rôle est limité à être un porte voix sans suite dans une assemblée ou un cénacle et, s'autoproclamer représentant d'une lutte le temps d'une interview médiatisée.

Des caissières de Carrefour à Marseille aux dizaines de milliers de licenciements dans le public comme dans le privé, du démantèlement des services publics, à l'augmentation des produits alimentaires ou au énième plan banlieue : en quoi ce mandat électif est-il le contre-pouvoir dont peuvent user les travailleurs ? En quoi ces élus renforcent-ils la prise de conscience émancipatrice de la classe ouvrière ? Souvent leur rôle consiste, avec les organisations syndicales, à accompagner les restructurations en cours dans leur ville, leur région. Gestionnaires institutionnels, ils distillent la résignation et l'acceptation du réalisme capitaliste, comme mode de gestion de la lutte. D'échéance en échéance les conditions de vie et de travail se dégradent au fil des illusions électorales.

L'irruption de plus en plus de luttes, salariales ou contre les plans sociaux, traduit directement l'expression et le sentiment de classe. Ce sont ces luttes qui restent le plus sûr moyen de stopper patrons et gouvernements et non d'hypothétiques sauveurs élus par des citoyens. C'est de ces luttes qu'émergera la solidarité de classe et la maturité politique d'émancipation sociale.

En Espagne, au sortir du franquisme, le roi a légitimé la Démocratie bourgeoise. Devant les aspirations du peuple basque à l'indépendance, la bourgeoisie espagnole a durant ces dernières décennies, amené les forces radicales politiques et sociales à inscrire leurs revendications et leur actions dans le cadre institutionnel et démocratique. La force de ces revendications s'est émoussée au fil des séances et atermoiements politiciens. Le temps a fait son œuvre, en anesthésiant les uns dans un réalisme pragmatique de co-gestion et d'intégration, pendant que la répression, toujours plus féroce ; se charge des autres.

Ce combat de classe doit nous conduire vers une solidarité internationaliste, avec ses exigences anti-impérialistes. La bourgeoisie fait appel à notre civisme, mais n'hésite pas abuser en toute impunité, de la force pour défendre ses intérêts ; telles les exactions commises au Tchad ou à Gaza, dont les réactions ont été étouffées sous les bulletins de vote, dans le silence des urnes.

Election piège à cons, entendait-on en 68...

OCL Boulogne & Caen

Campagne contre la biométrie

La biométrie consiste à utiliser la mesure de parties du corps (iris de l'œil, empreintes digitales, contour de la main, du visage…) ou de comportements (démarche, manière de signer…) pour reconnaître une personne ! Ces parties du corps, uniques pour chaque individu, sont numérisées puis enregistrées dans des bases de données et réactivées à chaque fois qu'il faut s'identifier. Depuis la fin des années 90, sous pression de lobbies industriels et étatiques, les outils de reconnaissance biométrique, souvent des bornes, se généralisent et remplacent les clés, les cartes ou tout simplement la reconnaissance en face-à-face.
Les dispositifs biométriques ont d'abord été installés dans des zones dites « sensibles » (prisons, aéroports…). Depuis quelques années, dirigeants et industriels ne reculent devant rien pour en généraliser l'usage à toutes sortes d'activités quotidiennes. En 2004, le groupement des industriels de microélectronique (Gixel) publiait un Livre Bleu de préconisations au gouvernement, lui conseillant de conditionner les plus jeunes pour faire accepter la biométrie à une population récalcitrante. Ils y prescrivaient une « éducation dès l'école maternelle », c'est-à-dire l'implantation massive de bornes biométriques dans les établissements scolaires. Dès 2005, cette propagande s'est rapidement matérialisée sous forme de systèmes d'accès des élèves à la cantine et aux entrées. On compterait aujourd'hui 350 établissements scolaires biométriques officiellement déclarés à la CNIL (combien de non déclarés ???), qui, rappelons-le, participe à la banalisation de la biométrie , contre seulement une vingtaine en 2005.
Pourtant, depuis 2005, une résistance se structure. Fin 2005, une troupe de clowns apparaît dans la cantine du lycée de Gif-Sur-Yvette et sabote les bornes biométriques pendant le repas de midi. Depuis, diverses mobilisations de lycéens et d'enseignants ont réussi à faire reculer l'installation de la biométrie dans leur établissement scolaire. C'est ainsi que divers collectifs en France se sont alliés pour lancer une campagne nationale du 12 mars au 12 avril « contre la biométrie à l'école comme ailleurs ». Cette campagne est proposée par le réseau « Biométrie hors de nos vies » qui se veut sans représentant ni porte-parole. Pour tout contact et informations :
panoptique@boum.org, site : http://panoptique.boum.org. Vous pouvez trouver sur ce site : tracts, affiches, brochures et documents à photocopier sur ce sujet. Ce réseau existe aussi pour relayer toute information concernant les résistances, les actions, les luttes, etc.

Nouveau site Internet

Le site émancipation 44 propose différentes infos sur éducation et répression contrôle social (Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs, Biométrie, Base élèves).
http://pays-de-la-loire.emancipation.fr



Licenciement d'un éducateur de prévention

Eric Carton, éducateur de Prévention Spécialisée à l'Action Sociale Préventive de l'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence des Alpes Maritimes (06) vient d'être licencié pour faute grave. Il a alerté son employeur puis refusé de saisir des données nominatives concernant les jeunes et leurs familles sur un logiciel d'exploitation (EVA 4) , ces données pouvant être transmises par l'encadrement hiérarchique aux circonscriptions d'action médico-sociale du Conseil Général et éventuellement aux mairies. Ce refus est, pour cet éducateur, une question d'éthique et de protection de la vie privée des jeunes et de leurs familles. Rappelons que l'action éducative de prévention spécialisée s'appuie sur les principes d'anonymat, de libre adhésion et s'exerce sans mandat nominatif (administratif ou judiciaire). La démarche éducative de prévention spécialisée est également basée sur une relation de confiance et le respect du secret professionnel et de la confidentialité des situations.
Vous pouvez envoyer des E.Mails de protestation sur : emploi@adseao6.org

Vidéosurveillance et police municipale.

D'après le n°8 de la revue « Claris » (Clarifier le débat public sur la sécurité », contact : contact@groupeclaris.org) :
-Le nombre de policiers municipaux a été multiplié par 3 en 20 ans (plus de 17 000 actuellement). Les communes consacrent entre 2% et 6% de leur budget aux dépenses de sécurité. 65% des communes de gauche (avant les dernières élections) de plus de 10 000 habitants ont une police municipale contre 85% pour les communes de droite. Avec les résultats des dernières élections, il est fort probable que cette différence s'amenuise car on imagine mal que des nouvelles municipalités de gauche licencient…
-En 1999, 60 communes étaient dotées de dispositifs de vidéosurveillance, elles sont aujourd'hui plus de 600 à filmer la voie publique. En outre les régions et les départements soutiennent financièrement des projets d'équipement, notamment dans les transports et les établissements scolaires.
-400 000 systèmes de vidéosurveillance sont installés aujourd'hui en France, ce qui représente entre 2 et 3 millions de caméras ! Ces chiffres regroupent les systèmes qui nécessitent une autorisation de la préfecture (dispositifs installés sur la voie publique et dans les lieux privés ouverts au public : commerces, stades, gymnases, …) et les équipements installés dans les entreprises, établissements scolaires, lieux d'habitation individuelle ou collective…
-Le chiffre d'affaires de la vidéosurveillance est passé de 224,4 millions d'euros en 1993 à 490,3 millions en 2003.

Résistance en Allemagne

30 000 allemands ont déposé le 31 décembre 2007 un recours, devant la cour constitutionnelle de Karlsruhe, contre une législation concernant le stockage de données personnelles. Ce texte voté le 9 novembre 2007 par le Bundestag prévoit le stockage des numéros de téléphone, adresses Internet, date et heure des échanges téléphoniques ou électroniques (et non pas l'enregistrement du contenu des conversations téléphoniques ou des courriers électroniques). Ces informations pourront être mises à disposition de la police, des tribunaux et des services de renseignements. A noter qu'en novembre, juste avant l'adoption de la législation par le Bundestag, plusieurs milliers de personnes avaient manifesté dans plus de 40 villes. A suivre…

Lutte contre « Base Elève » à Grenoble

Rappelons que Base élèves 1er degré est un système de gestion informatique de données concernant tous les enfants en âge d'être scolarisé dans une école maternelle ou élémentaire. Pour le ministère de l'Education
Nationale, il s'agirait de simplifier les tâches administratives… Or, cette base de données comporte 59 champs d'informations sur les enfants dont certaines relèvent du secret médical et dont la plupart devraient être confidentielles. Jusqu'à présent ces informations restaient dans les écoles, elles seront maintenant communicables à l'administration centrale, aux maires, à la CAF, à la police et à la justice… pendant au moins 15 ans.
A Grenoble, un collectif pour le retrait de base élève se mobilise à chaque fois que l'Inspection académique veut organiser une formation pour les directeurs et directrices des écoles. Ces formations sont ainsi bloquées par une vingtaine de personnes (dont une majorité de parents d'élèves). Certaines ont dû être annulées, d'autres ont lieu sous la protection des CRS !
Contact : Collectif Isérois pour le Retrait de Base Elève, baseeleves@gmail.com

Les big Brother Awards

Pour la huitième année consécutive, les candidatures aux désormais traditionnels prix Orwell remis aux plus honorables promoteurs de la société de surveillance (ministres, élus locaux, hauts fonctionnaires, lobbies, grands patrons ou petits chefs d'entreprise…) ont été nombreuses ! Conformément à la tradition de Privacy International, qui chapeaute la quinzaine de BBA décernés dans le monde entier, c'est un jury de personnes qualifiées qui a départagé les candidats le 21 mars. Nous reviendrons sur les exactions des nominés le mois prochain.

L'acide va-t-elle de nouveau couler dans les Ardennes ?

Les luttes faisant suite à la fermeture d'entreprises sont-elles un éternel recommencement dans les Ardennes? On peut le croire avec la dernière en cours, celle des Lenoir et Mernier. Après un long conflit au début des années 1980, les sidérurgistes de Vireux avaient obtenu un plan social jamais égalé à ce jour, les 150 salariés de Cellatex Givet (là où l'acide a coulé) 12 MF en primes individuelles payés par Rhône-Poulenc, les Thomé-Génot une prime supra-légale de 45 000 euros payée par le Conseil général, le Conseil régional et l'Etat

En 2002, dans le cadre de la fusion avec Usinor et Aceralia qui donnera naissance au géant Arcelor, le sidérurgiste luxembourgeois Arbed se débarrasse de ses petites unités comme Lenoir-et-Mernier à Bogny-sur-Meuse. C'est le début de la funeste épopée de Philippe Jarlot, ex-commercial d'une des boulonneries qu'il finira par racheter. À chaque étape, c'est le même scénario : le patron n'a pas de capital mais il a constitué un holding avec deux partenaires, il verse des clopinettes dans le cadre des liquidations judiciaires, et il utilise les stocks de métal ou le parc de machines pour financer les «investissements» suivants. Il obtient Lenoir-et-Mernier pour 40 000 euros, Gérard-Bertrand pour 40 000 euros (après avoir mis la main sur les stocks et démoli les machines pour les vendre à la ferraille, il revendra les bâtiments vides pour 150 000 euros), Dauvin pour quelques milliers d'euros, Jayot pour 8 000 euros, FAV-LCAB pour 25 000 euros… Pour l'usine Jayot (un site périphérique de Thomé-Génot), «*Ils ont touché des fonds publics et, pendant quelques mois, entre la reprise en décembre 2006 et le dépôt de bilan en mai 2007, on a écoulé les stocks. Ils n'ont rien investi, contrairement aux promesses. Au départ, Jarlot a touché 200 000 euros du conseil général et 100 000 de plus le 30 mars contre l'embauche d'une salariée supplémentaire*»

Un «patron voyou» selon l'UIMM

Les 132 employés des sites de production du groupe Lenoir-et-Mernier-FAV-LCAB (une cinquantaine pour Lenoir et Mernier, environ 80 pour FAV-LCAB) vont se retrouver sur le carreau. En redressement judiciaire depuis mai 2007, un repreneur n'a pas réussi à



boucler son budget. Selon l'avocat des employés, la liquidation va coûter 9 millions d'euros aux contribuables ardennais en indemnités de toute sorte: stages, reclassements ou pseudo-reclassements (rappelons par exemple que la fermeture de Cellatex a coûté plus de 25 MF à la Communauté de communes de la région de Chooz en 2 ans). Les ex-salariés demandent une indemnité supra-légale de 50 000 , non pas payée par l'Etat et les collectivités territoriales comme pour Thomé Génot, mais par l'UIMM, le syndicat des patrons de la métallurgie. La préfète des Ardennes envoie au syndicat une demande de rencontre pour étudier cette proposition (proposition que rejette la branche ardennaise).

La liquidation de Lenoir-et-Mernier se double d'accusations de malversations contre le PDG, Philippe Jarlot. Emplois fictifs accordés à des proches, vente à perte pour gonfler ses propres commissions de principal commercial de l'entreprise, sociétés rachetées à vil prix et dont le matériel aurait été revendu au noir (les rebuts et les déchets de métal étaient vendus au noir pour un montant mensuel de 10 000 à 15 000 euros à un ferrailleur du coin) : les salariés n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer leur employeur. Ils ont déposé plainte pour abus de biens sociaux, détournement d'actifs, présentation de faux bilan, vol et banqueroute. Et ce au moment où ils réclament que leurs indemnités de licenciement soit payées par les syndicats patronaux et non par l'Etat ou les collectivités, l'UIMM (gros morceau du MEDEF) indemnise son ex-dirigeant (Gautier-Sauvagnac) à hauteur de 1,5 M et refuse de participer à celles des salariés de Lenoir et Mernier - LCAB.

Des opérations coup de poing à la menace de faire couler l'acide

De nombreuses manifestations et opérations «coup de poing» ont eu lieu. Les deux projets de reprise de Lenoir-et-Mernier par Anco's (Donchery) et de LCAB/Jayot par une S.A. coopérative sont acceptés puisqu'ils ne portent pas sur les mêmes secteurs du groupe Lenoir-et-Mernier. Ce qui signifie, dans le premier dossier, un retour à l'emploi pour 10 personnes immédiatement sur le site de Braux, avec un objectif de 20 à 25 salariés à terme. La validation du second dossier de reprise de ce que l'on appelle depuis le début le «*projet de scop*» autorise aussi l'embauche immédiate de 33 salariés répartis sur les sites Jayot de Gespunsart et la Forge LCAB de Château-Regnault.

«*Il y a eu des manifs, des barrages filtrants, des blocus à la gare. Et toujours rien.*

Ca fait cinq semaines que ça dure… Même l'euro symbolique, ils nous l'ont refusé. C'est incroyable». «*En dépit des projets de reprise, il reste une centaine de gars sur le carreau. Les pouvoirs publics nous parlent de CTP et de reconversion. Mais une indemnisation, une prime supra-légale, une avance sur des dommages et intérêts, personne ne veut en entendre parler.*». Ils réclament un médiateur. Les Lenoir-et-Mernier décident de se retrancher dans un des sites de la société. Pas n'importe lequel. A Levrézy, où l'on fabriquait des boulons et où l'on galvanisait des pièces, sont stockés des milliers de litres d'acide chlorhydrique. Une petite cuve est positionnée au-dessus d'une bouche d'égout. La menace est claire et doit être mise à exécution le 14 mars. Un nouveau palier a été franchi. Suite à l'intervention du sénateur bourgmestre de Dinant (Belgique), la mise à exécution est retardée.

Le secrétaire général de la préfecture est nommé coordinateur sur le dossier Lenoir-et-Mernier par la ministre Christine Lagarde. 92 salariés sur 123 ont signé leur intégration au contrat de transition professionnel et vont bénéficier durant un an de près de 80 % de leur salaire brut avec des formations qualifiantes à la clé.

Une fin de non recevoir de la part de l'Etat

La ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi fait circuler un communiqué de presse qui semble marquer la «*fin de la récréation*» dans le dossier Lenoir-et-Mernier. Tout juste 48 heures après le deuxième tour des élections, Christine Lagarde indique en effet que «*la priorité des pouvoirs publics est le retour à l'emploi des salariés licenciés*». Un retour qui passe par «*les deux projets de reprise permettant de sauver une quarantaine d'emplois*» et le contrat de transition professionnelle, «*un dispositif qui n'existe que dans sept sites en France et qui a prouvé son efficacité*». Par contre, tout en prenant acte du fait que «*les salariés réclament le versement d'une indemnité au titre du préjudice subi*», la ministre précise qu'«*il n'appartient ni à l'État, ni aux collectivités locales de verser une prime supra-légale à des salariés licenciés dans le cadre d'une liquidation judiciaire. Il ne sert donc à rien de nommer un médiateur pour négocier avec les pouvoirs publics l'octroi d'une telle prime*».

«*C'est la douche froide. Tout est une nouvelle fois remis en cause. Car, à la mairie de Bogny, on avait réamorcé un dialogue constructif avec le* coordinateur. *On nous a même avancé qu'une enveloppe supplémentaire, financée par l'Etat, la Région, le Département et l'UIMM, allait être dégagée dans la mise en place de mesures complémentaires au dispositif existant. Cet effort émanant de l'Etat, de la Région et du Département visait à apporter un complément aux mesures de reclassement et de formation. Il y avait bel et bien un engagement. Nos interlocuteurs voulaient améliorer les dispositifs existants, les représentants du personnel souhaitaient une indemnité fixe et uniforme pour chaque salarié. Qu'ils soient intégrés au Contrat de transition professionnel ou non*».

Lors de la réunion du 25 mars où participaient la préfète des Ardennes, le président PS du conseil régional, celui UMP du conseil général, le député PS de la circonscription, le maire socialiste de Bogny, le directeur départemental du travail et un représentant de l'UIMM 08, les pouvoirs publics n'ont pas voulu aller au-delà du cadre légal du Contrat de Transition Professionnelle et du dispositif supplémentaire Mutarev (dont personne ne connaît le contenu) proposés antérieurement.

A force de se faire balader par le patronat et les pouvoirs publics, les Lenoir et Mernier mettront-ils à exécution leur menace ? Si l'on a peu vu les forces de l'ordre depuis le début du conflit, on peut penser que, les municipales et les cantonales passées, celles-ci réapparaissent massivement…

Camille, OCL Reims, le 26 mars 2006

Dernière minute :

Le 25 mars vers 22h00, un groupe «incontrôlé» a mis le feu à la maison mère.

Un quart de l'usine a brûlé. L'atelier de contrôle est dévasté, le magasin de stockage des pièces est touché seul est sauvé le reste de l'outil de travail, repris par une nouvelle entreprise avec une dizaine de salariés. Le lendemain, sur le site de Levrézy où sont stockées les cuves d'acide, des bacs pleins de boulons sont renversés, les vitres des bureaux explosées, les armoires jetées au sol.

«On préservait l'outil de travail. Mais à partir de maintenant, nous syndicalistes, on ne s'estime plus responsable de ce qui peut se passer»…

Un Ayrault Non merci

Le 10 février le journal officiel nous apprenait que le Conseil d'Etat avait donné son feu vert pour la construction d'un nouvel aéroport international à Notre Dame des Landes, dans la périphérie nantaise. Le Grenelle de l'environnement avait suscité quelques espoirs en promettant de ne pas construire de nouvelle infrastructures là où celles existantes pouvaient être aménagées. Les opposant, regroupés pour l'essentiels dans l'ACIPA (1) appelait à une manifestation qui a rassemblé 5000 personnes le 1er mars à Nantes, ou les libertaires locaux ont distribué le tract que nous publions ci-dessous, qui restitue les enjeux et les duplicités locales.

-Port à Notre-Dame-des-Landes ? !



Samedi 1er Mars

Manifestation

Départ : 14 h

Place du Commerce

Nantes

ACIPA - ADECA - A l'Est de l'Erdre - ANDE - Bien vivre à Vigneux
Bretagne vivante - Confédération Paysanne - FNAUT - Greenpeace 44
Les Alternatifs 44 - Les Verts 44 - L.P.O. - Malice - Nature Action - Nature Avenir
Solidarités Ecologie - UDES - Vivre à Treillières

Depuis trente ans, ce projet empoisonne la vie de nombre d'habitants vivant au Nord de Nantes. Une première phase de combats militants et juridiques semble s'achever avec l'avis favorable du Conseil d'Etat en janvier 2008.

Une nouvelle phase de lutte s'ouvre. Peut-être sera-t-elle moins légaliste. Encore doit-elle mettre sur la table un contenu plus globalisant, car tout se tient, le social, l'écologie, la politique, l'économie. Or, ici c'est l'économie qui prime sur tout le reste, une économie basée sur la recherche du profit à tout prix et d'un développement sans fin. Ce développement, vendu aujourd'hui sous le label « durable », est en réalité celui du mode de production capitaliste et des entreprises du même nom : il n'a rien à voir avec les besoins de la grande majorité de la population.

Le délire mégalomaniaque des « élites » locales

Le premier point de la profession de foi de la liste Ayrault aux élections municipales est « une métropole européenne, attractive et solidaire ». Solidaire et attractive pour qui ?

Manifestement, il s'agit d'inscrire Nantes et la Loire-Atlantique en tant que mégapole dans le système globalisé où compétitivité, rentabilité, mobilité, fluidité, excellence sont les maîtres mots. Pour cela, rien n'est trop grand. Vive les grosses infrastructures : extension du port autonome, nouvel aéroport, nouvelles autoroutes, nouveaux ponts, etc.

Interrogé il y a deux ans sur les difficultés de circulation à l'entrée de Nantes, Jean-Marc Ayrault répondait sans aucune gêne qu'il faut voir dans ces difficultés « le dynamisme de notre ville ». Quand on vous dit qu'il a la folie des grandeurs. En tout cas, le bien-être de la population n'est pas son objectif.

La mégalomanie de Jean-Marc Ayrault rejoint celle de Jacques Attali, président de la Commission sur la « libération de la croissance », dont la plupart des « propositions » consistent d'une part à créer un monde idyllique pour les « bobos » (pôles d'excellence, infrastructures, villes de haute technologie) et d'autre part à part à rendre ce monde encore plus oppressant pour la masse des exploitéEs en renforçant le pouvoir patronal et la précarité.

Déjà oubliés la grand messe du « Grenelle de l'environnement » et le Prix Nobel accordé aux experts du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) : simplement, on passe un vernis de « développement durable » et de « commerce équitable » sur des projets particulièrement polluants. Oublié le dérèglement climatique, l'effet de serre, la raréfaction des énergies fossiles, quand un responsable de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Nantes ambitionne de passer à 9 millions de passagers en 2050. Vraiment, la déraison est du côté des gestionnaires, ceux-là même qui prétendent incarner le sérieux et la responsabilité.

Un système fondé sur le gaspillage

Alors que l'aéroport actuel n'est pas saturé (tant mieux !), alors que des aéroports de l'Ouest sont en quasi-faillite (Angers, Saint-Brieuc), les pouvoirs locaux veulent engager pour Notre-Dame-des-Landes des sommes faramineuses (officiellement 580 M , mais sans doute beaucoup plus, sachant que ce projet en appelle d'autres !).

Gaspillages d'argent et d'énergie, toujours au nom de l'ambition d'une grande métropole. Ayrault voit la population de l'agglomération nantaise aug-



menter de 10 à 15% d'ici à 2020 (cf site Nantes-Développement). Avec cet objectif, ce sont d'autres infrastructures qu'il va falloir mettre en place, notamment de production d'électricité. Comme l'énergie nucléaire est à la mode dans les discours des dominants, ne verra-t-on pas réapparaître le spectre d'une centrale nucléaire en Basse-Loire ?

Pendant ce temps, des besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits. Les transports locaux sont chers, le logement est inabordable, l'inflation de l'alimentation de base galope. En parallèle, l'argent coule à flot pour les élites.

C'est par nos exigences et nos revendications que nous pourrons réorienter l'argent public, promouvoir la gratuité des transports locaux, bloquer la hausse des loyers notamment des HLM publics, investir dans des énergies renouvelables et une agriculture de qualité.

A qui profitera l'aéroport de Notre-Dame des Landes ?

La construction de l'aéroport relève d'un keynésianisme imbécile, comme l'est le développement du complexe militaro-industriel et des industries sécuritaires (la Loire-Atlantique y est également en pointe). En premier lieu, en seront bénéficiaires les entreprises de travaux publics, avec un chantier pharaonique. Quant aux emplois créés sur ce type de chantier, puis à son terme, ils sont souvent pénibles, précaires et sous-payés.

Si ce type de « grands travaux » séduit de nombreux salariés et chômeurs, c'est par la promesse d'une hausse des propositions d'emploi. Mais d'emplois stables, on en voit de moins en moins. La flexibilité est devenue la règle du jeu (voir les négociations patronat-syndicats sur le marché du travail). La mobilité géographique est de plus en plus imposée (voir le traitement des demandeurs d'emploi par l'ANPE-ASSEDIC). En parallèle, l'emploi industriel est en berne. Les élites ont définitivement admis le principe d'abandon de sites industriels et les délocalisations, donc fait le choix de l'augmentation des transports intercontinentaux, par bateaux ou par avions. Même le discours de création de « richesses à haute valeur ajoutée » sonne de plus en plus creux.

Qui pourra ou aura envie de se procurer ces richesses ? Cela vous tente une croisière sur le Queen Mary II ? Ou encore, une semaine de vacances en avion à l'autre bout du monde, où tout est fait pour qu'on ne rencontre surtout pas les « vrais gens » ? Manger des fraises en février ? Offrir un bouquet de roses cultivées au Kenya ?

Un aéroport, ça suffit !

Tout cela sera possible avec le « futur » aéroport. Mais qui en a vraiment envie, à part une minorité ? Pour nous, la capacité de l'aéroport actuel est suffisante pour répondre aux besoins des personnes qui ont vraiment besoin de voyager. Le développement de ce genre de trafic, via les compagnies « low-cost » n'est pas souhaitable. Il faut aussi réfléchir sur les formes de tourisme qu'on nous fait miroiter (où le voyage entre un point A et un point B serait un temps mort, à effacer ou rendre le plus rapide possible) et envisager des formes différentes. Et réfléchir à d'autres systèmes économiques non basés sur des spécialisations (l'industrie là, l'agriculture ailleurs, les services ailleurs, le tourisme ailleurs, les « centres de décisions » encore ailleurs), mais centrés au maximum sur les besoins locaux des populations. Nous ne rêvons pas d'autarcie, nous savons les échanges nécessaires à la vie de chacun. Faisons en sorte que ces échanges soient égalitaires !

Pour rester sur « l'exotisme » et les « vrais gens », l'aéroport est aussi un instrument redoutable pour le Sinistre de l'immigration et de l'identité nationale, Brice Hortefeux, sa chasse aux étrangers et ses 25000 reconduites annuelles à la frontière. Car l'avion, c'est aussi l'instrument du Pouvoir pour gérer les allers et retours d'une « immigration choisie » chères à Sarkozy, en clair d'une immigration jetable, de la chair à canon économique.L'aéroport s'accompagnera d'un système policier de tri entre « bons et mauvais immigrés », ainsi que de tout un système de contrôle sécuritaire (biométrie, etc.), réduisant finalement la liberté de circulation.

Verts et Alternatifs seraient-ils schizophrènes ?

Verts et Alternatifs nantais se positionnent contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, et c'est tout à leur honneur. Cependant, on les retrouve sur la liste de Jean-Marc Ayrault pour les Municipales de Nantes. Ils assument donc aussi la proposition 11 de la profession de foi : « accompagner la décision de l'Etat de construire l'aéroport de Notre-Dame des Landes, en veillant aux équilibres sociaux, économiques et environnementaux locaux » (Amen !) Pour eux, l'affaire est déjà pliée. A eux d'« accompagner » le mouvement… en insérant dans le nouveau paysage des murs anti-bruits ou des bacs à fleurs.

Quelle lutte contre l'aéroport ?

La stratégie des Verts et Alternatifs d'être à l'intérieur du pouvoir local et à l'extérieur (dans la contestation) n'est pas cohérente. La résistance contre l'aéroport ne sera que plus forte, si elle est conduite par un mouvement indépendant des élus locaux. Comme nous l'écrivions en introduction, tout se tient, le social, l'économie, l'environnement. Toute comme la résistance contre le nucléaire, la résistance à cet aéroport et ce qu'il représente est un enjeu majeur. Cette résistance doit entrer en résonance avec d'autres luttes, sociales, écologiques, urbaines et rurales.

Des libertaires de Nantes et ailleurs.

Contact : Anars.contreNDDL@orange.fr

(1) Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes, qui regroupe plus de 3000 adhérent et mène la lutte activement depuis la relance de ce projet au début de la décennie.
contacts : ACIPA BP 5 44130 Notre-Dame des Landes tél : 06 71 00 73 69
*http:// acipa.free.fr

Mais que font les trotskystes ?

Au mois de février 2008, est paru dans Courant Alternatif 177 un article « Mais que font les trotskystes ».
Nous publions ci-dessous une contribution reçue d'Yves Colleman qui poursuit cette réflexion sur l'engagement électoraliste de ces organisations.

Il me semble dommage que cet article ne tienne pas compte du dernier numéro de Critique communiste (mais peut-être est-il paru après ?) où des conseillers municipaux de la LCR parlent de leur expérience municipale. En les lisant on ne voit pas en quoi leur participation au sein des conseils municipaux a vraiment aidé la population à gagner quelques conquêtes (de la non-construction d'un incinérateur dans une ville à la construction d'une crèche dans l'autre). Les conseillers municipaux de la LCR qui font le bilan de leur action dans Critique communiste montrent eux-mêmes que tout dépend de la mobilisation en dehors des conseils municipaux. De plus il y a une certaine hypocrisie à dire "Nous on ne vote pas le budget municipal", puis à le voter par tranches (à 80 % selon ces conseilleurs municipaux de la LCR).

LO a une approche encore plus cynique puisqu'elle a apparemment (selon le PS, car pas moyen de savoir quel était le contenu exact du deal LO-PS dans la presse de LO) accepté de voter les budgets présentés par le PS dans les villes où elle fait liste commune.

Sur le fond, je crois, la question est simple. La LCR ne le dit pas mais LO le dit très explicitement dans ses articles. Il s'agit pour ses organisations de se renforcer ; non seulement de recruter des militants (mais là les progrès sont infinitésimaux en 40 ans) mais surtout de conquérir progressivement l'appareil d'Etat (ce qu'ils appellent dans leur jargon "construire un rapport de forces" !).

Il ne s'agit pas de "faire de la propagande pour les idées révolutionnaires", ça c'était bon pour les années 70. Aujourd'hui il s'agit de conquérir progressivement l'appareil d'Etat. C'est pour cela que l'on a retrouvé un ministre trotskyste de la réforme agraire au Brésil, qu'il y a là-bas des maires trotskystes dans de grandes villes. C'est pour cela que le gouvernement Prodi était soutenu par le PRC (Rifondazione comunista) qui lui-même compte dans ses rangs les amis de la LCR. Ces derniers ont beau faire du boucan à l'intérieur du PRC et même au Parlement, de fait ils cautionnaient par leur présence au sein du PRC la politique du gouvernement Prodi. Certes il est fort probable qu'ils se feront jeter du PRC italien comme ils se sont fait jeter du PT brésilien ou qu'ils se feront jeter de Die Linke en Allemagne. Certes, ils ont des intentions officiellement louables.

Mais sur le fond ils font un constat d'impuissance, sans le dire tout en le disant : puisqu'on ne peut plus croire à la prise du Palais d'Hiver (à une insurrection armée type Octobre 1917 dirigée par un Parti trotskyste) alors on va faire des expériences. Se noyer dans (PT, PRC, Die Linke) ou créer de toutes pièces (cf. la LCR maintenant) un parti aux frontières floues ; puis conquérir peu à peu l'appareil d'Etat par en bas (d'où l'idéalisation du pouvoir communal), puis on verra bien ce qui se passe.... En attendant nos élus se feront connaître et reconnaître, nous apprendrons bien des choses sur le fonctionnement de l'administration, de l'Etat, des entreprises, et si cela pète un jour nous mettrons notre savoir et notre expérience au profit du mouvement social, voire de la Révolution (mais la Révolution ils n'en parlent plus même dans les meetings de la LCR : allez soyons généreux 90 secondes dans une intervention de 60 minutes de Besancenot, au cours du dernier meeting auquel j'ai assisté, le rester n'étant qu'une collection de bons mots contre la droite et de piques gentillettes contre le PS).

Le hic, avec ce raisonnement, c'est que c'est déjà celui qu'avaient les guesdistes en France au XIXe siècle et celui qu'ont eu tous les sociaux démocrates, puis les partis staliniens. Ne vous inquiétez pas, nous ne perdons pas de vue le but final (le socialisme), mais en attendant nous serons plus efficaces pour imposer des réformes en étant à l'intérieur de l'Etat qu'en étant à l'extérieur.



C'est ainsi que le PCF sur Paris explique que ses 2 grandes victoires sur Paris en participant à la majorité municipale de Delanoe : ont été 1) le test colorectal gratuit (test qui n'a qu'une valeur indicative pour le cancer et nécessite toute une batterie d'examens complémentaires) et 2) le doublement du nombre de logements sociaux (de 3000 à 6000) - quand on sait combien de gens attendent des logements sociaux à Paris....

Je crains que la LCR ne nous présente ce genre de "bilan positif" bidon dans 5 ans. Car c'est inévitable : on ne peut se présenter régulièrement aux élections sans donner aux électeurs des raisons concrètes et précises de voter pour vous.

En ce qui concerne LO, comme ils ne font aucun bilan public de leur action municipale (du moins à ma connaissance dans leur revue), je crains que cela ne soit guère différent.

Sur le fond, le problème est que la LCR et LO critiquent certes vertement le PS au premier tour mais ils vont faire voter pour lui au second tour. Ils agissent en tant qu'aiguillon critique, pas

en tant qu'opposition ayant un autre programme (il suffit de lire leurs programmes électoraux cela ressemble au programme commun de la gauche d'il y a 30 ans en un peu plus radical).

Il est certes positif de s'interroger sur ce "font les trotskystes" malheureusement ils font grosso modo toujours la même chose : chercher des recettes pour se trouver de l'oxygène politique, construire leurs petits appareils avec des méthodes plus (LCR) ou moins (LO, PT) démocratiques, récolter de l'argent de l'Etat (n'oublions pas que les voix récoltées aux élections permettent de payer le matériel de propagande de ces organisations, et on parle là de centaines de milliers d'euros chaque année) et surtout, lors des élections, ramener les sympathisants qui sont écoeurés de la gauche vers le PCF et le PS pour "faire barrage à la droite"... tous ensemble dans les urnes.

Ils sont dans une impasse qu'ils ont délibérément choisie. On peut regarder leurs efforts avec sympathie mais on doit garder à l'esprit le cadre intellectuel, "programmatique" comme ils disent, dont ils sont prisonniers. Et dans ce cadre il n'y a pas de place pour une opposition frontale à l'Etat, aux bureaucraties des syndicats et des partis. Il y a seulement de la place pour des critiques limitées, des compromis permanents, justifiés avec un langage de moins en moins radical. La LCR n'arrête pas de dire qu'elle veut construire un parti anticapitaliste. Or le capitalisme repose sur d'autres piliers que l'entreprise. Il repose sur

- l'Etat que les trotskystes veulent cogérer avec la gauche, de façon critique et en partant des muncipalités
- les médias, où Laguiller et Besancenot se débrouillent pour ne jamais attaquer le fonctionnement des médias, jamais exposer leur programme socialiste ou communiste, cautionner par leur présence des émotions people lamentables,
- et les syndicats où ils cherchent à grimper dans l'appareil (LCR) ou à faire fonctionner les sections syndicales de base (LO) en refusant de réfléchir et d'agir pour dépasser ces structures d'intégration, même s'il est évident que cela ne se fera pas d'un coup de baguette magique. Tant que les trotskystes n'avanceront pas sur ces questions élémentaires (et sur bien d'autres d'ailleurs) on ne voit pas bien en quoi leurs péripéties organisationnelles ouvriront de nouvelles perspectives.

Yves Colleman

Voir aussi Ni patrie ni frontières.www.mondialism.org, « Les municipales, LO et LCR : une tempête dans un verre d'eau tiède ».

Liberté sexuelle ou

«Une liberté qui ne s'emploie qu'à nier la liberté doit être niée». Simone de Beauvoir

Depuis des siècles, la prostitution est un des piliers fondamentaux de la domination masculine. Elle participe (symboliquement et concrètement) à l'enfermement de la sexualité des personnes dominées dans le sordide système dépendance-honte-soumission et bannit toute aspiration au désir pour ces dernières au profit de la volonté de toute puissance des individu-e-s qui préfèrent payer plutôt que prendre le risque d'entrer dans des relations sexuelles égalitaires. Elle entérine l'idée selon laquelle seuls les hommes éprouvent un réel intérêt pour les activités sexuelles alors que les femmes y consentent dans l'attente de la réalisation d'un but secondaire. En effet, même si les personnes prostituées ne sont pas toutes des femmes, elles s'identifient rarement comme appartenant à une catégorie identitaire de genre masculin. Ce qui n'est pas le cas des client-e-s.

Dans la prostitution le patriarcat, le puritanisme et le capitalisme interagissent pour se renforcer les uns les autres. Selon les schémas du patriarcat, un homme se définit par lui-même, sa sexualité n'aura pas d'incidence majeure sur son identité, par contre une femme est définit par rapport aux hommes, et de sa sexualité découlera l'identité que la société lui attribuera.

Sous l'Antiquité à Rome et en Grèce, la prostitution était encouragée pour préserver la famille patriarcale. Le système patriarcal construit, pour se pérenniser, des carcans identitaires auxquels les femmes doivent se conformer. Ils se divisent en deux grandes catégories: la femme «purifiée» qui appartient à un seul homme, est lavée de son «impureté originelle» en accédant au rôle sacralisé de «la mère qui enfante dans la douleur» (ex : la ménagère fidèle dont la sexualité est niée à l'image de la «vierge» marie), et celle qui est «impure», appartient à tous les hommes et sert de réceptacle aux pulsions sexuelles des dominants afin de préserver la «vertu» de l'autre femme (la prostituée qui n'existe qu'au travers d'une sexualité dont elle est dépossédée). Pour que le système fonctionne, il faut que l'une et l'autre des ces représentations s'imposent dans la réalité afin que le conditionnement mental soit opérationnel.

Objets sacralisé ou méprisé, on les oppose alors qu'elles sont les deux facettes de la même femme aliénable ou aliénée, jamais propriétaire d'elle même.

Il existe de multiples formes de relations prostitutionnelles qui ne sont pas reconnues comme telles (ex: dépendance économique et "devoir conjugal" des "femmes au foyer"). La prostitution participe à leur maintient au travers des représentations qu'elle véhicule par sa simple existence.

Dès le Moyen Âge, l'Eglise est favorable à la prostitution. « « Supprimez les prostituées, disait saint Augustin, vous troublerez la société par le libertinage. » Et plus tard saint Thomas [...] déclare: « Retranchez les femmes publiques du sein de la société, la débauche la troublera par des désordres de tous genre. Les prostituées sont dans une cité ce qu'est le cloaque dans un palais: supprimez le cloaque, le palais deviendra un lieu malpropre et infect. » »(1). « Et Mandeville dans un ouvrage qui fit du bruit: « Il est évident qu'il existe une nécessité de sacrifier une partie des femmes pour conserver l'autre et pour prévenir une saleté d'une nature plus repoussante. » »(2).

Il est donc clair qu'en réalité, l'idéologie puritaine rejette la liberté sexuelle et non la prostitution car cette dernière lui sert d'exutoire. Les puritain-e-s ont tout intérêt à entretenir la confusion entre les deux pour occulter l'existence potentielle ou vécue d'une jouissance inaliénable.

On peut constater que l'Eglise a réussi son entreprise de conditionnement mental durable et profond car la prostitution remplit toujours son rôle de force de répression contre la libération des dominé-e-s

liberté de consommer du sexe ?



en imposant l'image d'une vénalité "naturelle" et le sentiment de culpabilité dans leur sexualité.

Au contraire, la véritable liberté sexuelle fait de la jouissance de chaque personne une fin en soi et exclut les «non-dits», la simulation ainsi que les rapports de domination.

On ne peut pas défendre la liberté sexuelle en se satisfaisant de la notion de consentement (qui d'ailleurs convient parfaitement à la justice bourgeoise dans de nombreux cas de viols). Il est très fréquent qu'une personne consente à avoir une relation sexuelle, non pas parce qu'elle en éprouve le désir mais parce qu'elle pense qu'elle le doit, ou estime ne pas pouvoir s'y soustraire sans prendre de risques qu'elle ne pourrait supporter.

Elene Vis, fondatrice de «l'école du sexe» au Pays-Bas déclare à ses élèves «Vous pouvez parler de techniques de vente. Vous devez vous vendre et peu importe qu'il s'agisse de votre propre corps ou d'aspirateurs. Le principe est le même».

Les «travailleu-se-r-s du sexe» qui réclament la règlementarisation de la prostitution déclarent souvent ne pas vendre leur corps mais un «service sexuel». Ce «service» se traduit quoi qu'il en soit par une mise à disposition du corps. Une sorte de location, comme si le corps d'une personne était un objet extérieur à elle-même. Et c'est à ce rapport détaché à leur propre corps que les prostitué-e-s sont contraint-e-s de se soumettre pour satisfaire les exigences de leurs client-e-s. Ce rapport d'extériorité au corps est banalisé car profondément intégré dans les mentalités. Il influence les prises de position des réglementaristes qui accusent les abolitionnistes de puritanisme. Il est pourtant le fruit du conditionnement mental puritain qui consiste à séparer ce qui est supposé être «le corps» de ce qui est supposé être «l'esprit» en les plaçant dans un rapport hiérarchique. Puisque le corps est jugé «inférieur», il peut alors servir d'ustensile, d'outil de travail.

Cette séparation hiérarchique sert aussi de support à l'exploitation capitaliste en général, qu'elle se traduise par le salariat où par n'importe quel autre forme de rapport marchand. Cependant, dans la prostitution ce ne sont pas seulement certaines parties du corps qui sont utilisées, mais le corps tout entier selon les envies du client qui, comme dans tous commerce est «roi».

Le mot «travail» signifie «instrument de torture». En fait, il s'agit d'une activité plus ou moins socialement utile qui se voit transformée en contrainte, en obligation de fournir des efforts. Pour que le travail soit aboli, il faudrait que les activités utiles soient distribuées et exercées dans une dynamique de partage et de gratuité et dans le respect des besoins et des désirs de chacun-e, et non dans un maintien des rapports marchands qui, eux, sont basés sur une logique d'échange.

D'autre part, au travers de la pornographie commerciale dite «professionnelle», de la publicité sexiste et des différentes formes de prostitutions, le capitalisme a intérêt à faire passer la consommation de sexe pour de la liberté sexuelle. Accepter qu'un acte sexuel puisse être un «service» rendu moyennant une certaine somme revient à accepter l'idée selon laquelle les dominé-e-s peuvent «naturellement» s'abstenir de rechercher le plaisir pour elles-ux-mêmes. C'est accepter que la sexualité puisse être un produit qui se vend et non un plaisir qui se partage.

La prostitution, c'est l'aliénation de la sexualité au capitalisme!

Elle ne représente aucun danger pour le système. Au contraire, elle sert les intérêts du patriarcat du puritanisme et du capitalisme et le fait avec une efficacité redoutable lorsqu'elle se revendique «librement choisie».

La loi sarkosy contre le «racolage passif» criminalise les personnes prostituées les plus vulnérables. L'écrasante majorité d'entre elles n'ont pas choisi de se prostituer parce qu'elles en éprouvaient le désir, mais pour survivre en espérant que cette situation sera temporaire.

Pourtant ce n'est pas à elles que les médias capitalistes et machistes ont donné la parole au moment de la promulgation de cette loi, mais à des commercial-e-s du sexe.

Cette catégorie ultra minoritaire de prostitué-e-s qui s'inscrit dans

une démarche règlementariste et non pas révolutionnaire, revendique le titre de «travailleu-se-r-s du sexe». Leur argument central est que la prostitution serait majoritairement un «choix professionnel», qu'il faudrait renoncer à combattre sous peine d'être accusé-e-s d'intolérance. C'est ce que pensent également certain-e-s anti-féministes, dont ce-lles-ux qui, comme Elizabeth Badinter, affichent une étiquette de «féministe»…

On entend souvent «Si elles déclarent que c'est un choix, où est le problème?». D'une part elles sont minoritaires à déclarer que «c'est un choix» et s'expriment pourtant au nom de toutes. D'autre part, qu'entendons-nous par «c'est un choix»?

Dans le cas d'un objet, «l'essence – c'est à dire l'ensemble des recettes et des qualités qui permettent de le produire et de le définir – précède l'existence» (J-P Sartre). Le concept «table» précède et conditionne la fabrication de tables. Pour les humain-e-s, l'existence précède l'essence car les dieux qui nous auraient fabriqué-es n'existent pas. «Il n'y a donc pas de nature humaine puisqu'il n'y a pas de dieu pour la concevoir» (J-P Sartre). Nous existons d'abord, nous nous définissons ensuite par l'ensemble de nos actes. Chaque personne est donc responsable de ce qu'elle est, car elle n'est pas l'oppression qu'elle subit ni l'un de ses actes isolé des autres. Elle est ce qu'elle choisi de faire et de dire vis à vis de cette injustice, au regard de la marge de manoeuvre dont elle dispose qui est délimitée par le contexte dans lequel elle se trouve. Elle est son propre projet, le fruit de ses choix, de ses choix uniquement, et l'injustice dont elle est la cible ne la définit absolument pas. Le fait d'être consciente-s nous place en face d'une obligation permanente de procéder à des choix. Cette réalité peut être angoissante, mais elle est aussi le signe de nos libertés potentielles. La plupart des choix sont des choix par dépit, certains choix sont motivés par des raisons qui ne sont pas clairement identifiées par la personne elle-même (bien que ces raisons lui appartiennent). Et, plus rarement (malheureusement) nous estimons avoir l'opportunité de choisir par désir. Tout acte humain est donc le résultat d'un choix, mais ce choix est la plupart du temps un consentement sans désir. Au sein des armées, il y a des individus qui y sont entrés volontairement, parce qu'ils adhèrent à l'idéologie militariste. Il y a aussi des personnes qui y sont entrées volontairement, mais sans désir ni conviction, parce qu'elles ne voyaient pas d'autre moyen pour survivre. Et il y en a aussi qui sont enrôlées de force, parmi elles certaines font le choix de tenter une évasion et d'autres se suicident.

En faisant l'apologie de la prostitution, les «travailleu-se-r-s de sexe» font un choix idéologique et politique libéraliste et non libertaire, de la propagande par l'acte contre la liberté sexuelle. Adhérer à leurs discours n'est pas compatible avec une quelconque solidarité a l'égard de l'écrasante majorité des prostitué-e-s.

C'est facile de se proclamer «de gauche», voir libertaire comme le font certain-e-s défenseur-e-s de la prostitution. Certains groupuscules et partis d'extrême droite se prétendent bien anti-racistes et/ou féministes, eux aussi… C'est un moyen très efficace pour brouiller les pistes que de se vautrer, avec une bonne rhétorique, dans la malhonnêteté intellectuelle avec ou sans paillettes. Pour l'auditoire, il peut apparaître plus confortable de se blottir dans le voile rassurant d'une négation bien ficelée. Il y a bon nombre de personnes assez crédules et avides de clichés nourrissant leurs fantasmes pour croire à des déclarations proférées par des individus qui s'autoproclament représentatifs parce qu'ils parlent beaucoup plus fort que les autres. Par contre c'est très compliqué, pour le plus grand nombre des prostitué-e-s de faire entendre leur véritable point de vue. Non seulement parce que ces dernier-e-s ne sont pas souvent invité-e-s sur les plateaux de TV (si ce n'est à des heures de faible audience), mais aussi parce que dans la prostitution le mensonge et la simulation sont obligatoires, vis à vis des client-e-s avéré-e-s ou potentiel-le-s, des «collègues», et des proxénètes, c'est une question de survie. Alors, entre l'écrasante majorité des prostitué-e-s qui ne disposent pas de la marge de manoeuvre nécessaire pour s'exprimer librement, et les "travailleu-se-r-s du sexe" qui utilisent les médias pour vanter les mérites de la servitude sexuelle volontaire, il y a effectivement une différence fondamentale.

Il est aberrant de croire que quiconque a la capacité de parler à la place, ou au nom de l'ensemble des personnes prostituées. Cela reviendrait à croira que les personnes prostituées ont toutes le même point de vue. C'est nier une grande part de ce qui fait leur condition humaine, à savoir leurs subjectivité.

Parmi les sans-papiers, il y a des personnes qui se battent pour la régularisation des tou-te-s les sans-papiers et la liberté de circulation inconditionnelle. Il y a aussi des sans-papiers qui sont opposé-e-s à la régularisation de tout le monde, et même des ancien-ne-s sans-papiers qui exploitent de nouve-lles-aux sans-papiers. Un très grand nombre de sans-papiers sont isolé-e-s et épuisé-e-s par tout ce quelle-il-s supportent et estiment ne pas avoir la force de se battre dans une dimension collective. Il y a des femmes victimes de violences conjugales qui se révoltent, s'organisent et/ou vont chercher de l'aide pour échapper à leurs oppresseurs, d'autres croient avoir mérité les coups qu'elles ont reçu, et certaines pensent que lorsque cela arrive à la voisine, cette dernière «l'a bien cherché». Je pourrais multiplier les exemples d'exploitation, d'oppressions, d'aliénations et de stigmatisations, on retrouve partout la même diversité d'opinions.

Quand on a la chance de pouvoir s'exprimer librement, il est plus honnête d'admettre sa propre subjectivité et de l'assumer. Ma subjectivité, quant à elle est influencée par l'idéologie à laquelle je crois. Et elle me conduit à choisir mon «camp», du côté des prostitué-e-s, et non de celui des «travailleu-se-r-s du sexe».

L'expression «liberté de choix» avancée dans les discours réglementaristes sonne creux…

Au travers de son utilisation, il apparaît une confusion entre la définition de la liberté dans la doctrine libéraliste et la définition de la liberté selon les pensées anarchistes. Pourtant, d'un côté on s'inscrit dans un système de compétitions et de performances qui répartie les possibilités d'exercer le libre arbitre de manière inégale. De l'autre côté on estime que la véritable liberté, celle pour laquelle on se bat, ne peut s'accomplir que dans l'égalité économique et sociale inconditionnelle.

Il est évident que ces deux définitions s'opposent et lorsque certain-e-s «travailleu-se-r-s du sexe» déclarent choisir leurs client-e-s et prétendent aimer «le sexe», on peut se demander pourquoi elle-ils ne choisissent pas plutôt des partenaires sexuel-le-s.

L'Etat français se prétend abolitionniste alors que sa politique est un mélange de règlementation (prélèvement d'impôts sur les revenus des prostitué-e-s, reconnue par le Trésor Public comme travailleu-se-r-s indépendant-e-s, ce qui condamne les personnes à une rentabilité accrue) et de prohibition (lois contre «le racolage passif»). Il y a des prostitué-e-s qui choisissent de demander de l'aide aux services sociaux et aux associations abolitionnistes pour trouver la force et les moyens de quitter la prostitution. Je suppose qu'elles ont leurs raisons... leurs situations sont compliquées et elles sont très nombreuses aux regard des moyens dont disposent ces services sociaux et ces associations.

La confusion entre abolitionnisme et prohibitionnisme est récurrente dans les discours réglementaristes. Si aucun pays n'applique véritablement une politique abolitionniste c'est justement parce que l'abolitionnisme ne peut, en fait, se concevoir que dans une démarche libertaire révolutionnaire. Alors que le prohibitionnisme, comme le réglementarisme découlent logiquement de tout système étatique et/ou capitaliste.

Un des arguments du réglementarisme est basé sur la croyance en une amélioration de la situation sociale et sanitaire des prostitué-e-s. En réalité, il impose aux personnes concernées un contrôle médical accompagné d'une inscription sur les registres policiers. Il fait le jeu des proxénètes qui bénéficient d'une forte complicité de la part de la police, et les prostitué-e-s préfèrent majoritairement la clandestinité à l'étiquetage administratif.

Les politiques réglementaristes et prohibitionnistes sont présentées comme opposées, pourtant leurs effets se ressemblent...

Une des revendications des associations de "travailleu-se-r-s du sexe" est la légitimation de la prostitution.

L'association parisienne "Les-Putes" par exemple, proposent la création d'une école européenne qui formerait des «expert-e-s», c'est-à-dire des personnes dont les compétences sexuelles seraient supérieures à celles des autres. Ceci ne peut que renforcer la présence, déjà envahissante, des notions de performance, de compétition et de concurrence dans la sexualité, ce qui correspond, là encore, à une conception de la liberté sexuelle libéraliste et non libertaire.

Dans le cadre d'une réglementarisation complète de la prostitution, il ne serait pas incohérent que l'ANPE tente d'imposer aux chomeu-se-r-s en fin de droit des postes de «travailleu-se-r-s du sexe».

Donner un statut professionnel aux "travailleu-se-r-s du sexe" c'est reconnaître une utilité sociale à la prostitution, c'est adhérer à la morale puritaine, à la marchandisation et au patriarcat.

Quelques "travailleu-se-r-s du sexe" regroupé-e-s dans ces associations règlementaristes et légitimiste s'insurgent contre ce qu'elle-il-s nomment une «victimisation».

Le statut de victime n'est pas une identité dégradante mais le fruit d'une situation dans laquelle la valeurinaliénable d'un être est nié. Par ailleurs, pour qu'une personne se considère elle-même comme victime, il faut qu'elle estime ne pas recevoir le respect auquel elle a droit, en tant qu'être capable de souffrir, jouir, penser, etc...

Il faut qu'elle ait un minimum de considération pour elle-même et qu'elle soit convaincue que ce qu'elle subit n'est pas juste. Aucun objet ne sera jamais victime de quoi que ce soit.

La pointe de l'iceberg cache la sordide réalité du vécu concret de la majorité des prostitué-e-s, de la traite de centaines de milliers de personnes dont certaines sont des enfants, de l'aspect international de la prostitution et des profits financiers qu'elle génère.

Lorsque le capitalisme, le puritanisme et le patriarcat auront été abolis, la prostitution sous toutes ses formes aura disparu!

Alors battons nous pour de meilleurs droits pour tou-te-s, des droits inconditionnels et non soumis au statut de «travailleu-se-r-s du sexe» (ni de «travailleu-se-r-s» tout court), afin de tendre vers l'égalité économique et sociale!



Pour la liberté de circulation, d'installation et la régularisation de tou-te-s les sans-papiers!

Pour une éducation sexuelle affirmant la valeur inaliénable de la sexualité de chaque personne!

Pour le développement d'un art "sexographique"(3) antisexiste et anticapitaliste, libre car gratuit!

Ciredutemps
pour le Collectif Libertaire Anti-Sexiste de Lyon

(1)Simone de Beauvoir ''Le deuxième sexe'' Tome1
(2)Simone de Beauvoir ''Le deuxième sexe'' Tome2
(3)Dans "pornographie", "porno" signifie "prostituée" donc, puisque les mots sont des vecteurs incontournables du conditionnement mental le terme de "sexographie" inventé par le collectif Mix-Cité semble plus approprié.

Pour approfondir la réflexion

-L'excellent roman autobiographique de Jeanne Cordelier La Dérobade (Phébus), qui raconte les quatre années de sa vie durant lesquelles elle était prostituée.
-L'article de Mona Chollet intitulé Prostitution: les pièges du pragmatisme (malgré un désaccord concernant le rapport prostitutionnel dans le mariage à l'époque où Simone de Beauvoir a écrit Le Deuxième Sexe.
-«Femmes Libre»de Mary Nash (La pensée sauvage) qui met en lumière l'organisation féministe et anarchiste espagnole «Mujeres Libres» de 1936 à 1939.
-Le téléfilm anglais en deux parties du réalisateur David Yates Sexe trafic.

Collectif Libertaire Anti-Sexiste de Lyon : clas@no-log.org

Mais qui Al Gore dérange-t-il ?

Il faut sauver le libéralisme

Celles et ceux qui ont vu *une vérité qui dérange* s'en sont rendu compte rapidement, ce n'est pas tant l'état de la planète qui est mise en valeur mais la personne même d'Al Gore, présenté à la fois comme l'un des uniques responsables politiques conscients de la situation dramatique des déséquilibres environnementaux ainsi que comme l'un des uniques responsables politiques de « haut rang » qui aurait essayé d'agir. Bien plus que de contester la véracité ou non des affirmations scientifiques énoncées par Al Gore sur le réchauffement climatique (qui est un autre débat tout aussi intéressant), on peut s'interroger sur les motivations et la forme que le documentaire laisse sciemment percevoir.

Le premier aspect à noter est que derrière la personnification d'Al Gore dans le combat contre le réchauffement climatique se cache mal la forme grossière d'une propagande du héros politique. L'enjeu est de réhabiliter certains monuments du système. Que ce soit les classes politiques dans leur ensemble, accusées de cupidité et d'incompétence (surtout dans une partie des classes moyennes blanches américaines favorables à la ratification du protocole de Kyoto), le capitalisme, qui était de plus en plus montré du doigt à juste titre comme étant le système du gaspillage et des inégalités, ou de présenter au monde tout simplement qu'une autre Amérique est possible. C'est ainsi que dès le début du film, Al Gore se présente comme étant « fier de sa carrière politique ». Il montrera plus loin par exemple que c'est parce que Monsieur a montré une carotte de glace de l'Arctique au Sénat américain qu'il a voté une loi sur l'air, comme quoi avec de l'engagement, le système politique fonctionnerait la tête en haut ! Obnubilé par le symbole et les raccourcis faciles, Al Gore présente même une des premières photos de la planète prise par les Etats-Unis comme étant le début soudain « du mouvement écologiste ». Cette idée populiste et médiatique qui veut que l'image et le spectacle font les mouvements politiques s'oppose à une autre idée qui met en valeur le long et difficile processus de prise en compte des enjeux environnementaux dans les luttes sociales, notamment lors des luttes de

C'est avec une étrange forme d'unanimité que le film, une vérité qui dérange, a été accueilli. On dirait presque planétairement. Que ce soit dans les arènes des spectacles politiciens, dans les milieux des ONG « environnementalistes » et même dans les mouvances diverses de l'écologie politique, avec à décharge pour ces mouvances que l'initiative, bien que légère, participerait à une conscientisation nécessaire. Pourtant à y regarder de plus près, le documentaire réalisé par Davis Guggenheim ou la démarche personnelle d'Al Gore, n'ont rien de léger : c'est en fait tout un programme politique, une analyse des enjeux économiques et la forme nouvelle que l'interventionnisme états-unien pourrait revêtir : l'impérialisme vert.

site pour les constructions désastreuses (barrages, centrales nucléaires, camps militaires, autoroutes, lignes THT…)

Le deuxième aspect récurrent dans le documentaire est la notion du marché qui serait affecté par les bouleversements climatiques. Les images des pipes lines ou des plate-formes pétrolières détruits par les ouragans, des navires-citernes échoués sur la mer d'Aral asséchée et même les « réfugiés climatiques » sont montrés à travers le coût que cela provoquerait. À aucun moment, la question de la répartition et d'une juste égalité ne sont mises en avant. C'est le dérèglement du marché mondial qui serait la conséquence la plus désastreuse, et comme son film s'adresse avant tout à la société américaine, c'est la position de l'hégémonie du pays d'Al Gore qui serait en danger. Même au moment où il fait une critique de la vision de l'administration Bush sur les enjeux environnementaux, en se moquant d'un dessin propagé par celle-ci montrant une balance équilibrée d'un côté par la planète et de l'autre par des lingots d'or, Al Gore retombe sur ses pattes, en affirmant que « si nous faisons les bons choix, nous créerons des richesses et des emplois ». En mettant en exemple les marchés « prometteurs » des voitures et des appareils électrique moins polluants, sa diatribe se termine par une incantation qui siffle les refrains de l' Oncle Sam : «en Amérique, la volonté politique est une énergie renouvelable ».

Un troisième aspect mérite d'être souligné. Dans ce film, où nous sommes à la fois les méchants et les héros, Al Gore prétend qu'il suffirait que les pays développés réduisent leurs émissions de CO2 pour éviter le réchauffement de la planète. Selon lui, 30,3% de la responsabilité pour le réchauffement climatique doit être attribuée aux Etats-Unis, suivie de 27,7% à l'Europe alors que le continent africain tout entier ne représente que 2,5% de cette responsabilité. Mais il ne pose pas la question de l'interdépendance du marché mondial et il ne fait pas le lien entre la progression des problèmes environnementaux dans les pays du Sud et la politique d'exportation de la pollution vers ces pays.

Enfin, le récurrent protocole de Kyoto qui insinue l'illusion d'un capitalisme propre est constamment cité comme seul capable de contrôler les excès du système, mais à aucun moment les standards établis par ce protocole ne sont interrogés comme étant une solution au problème. Al Gore défend tout simplement sa ratification et sa promotion qui ressemblent plus à un étendard qu'à une sérieuse envie de plancher.

Une opération bien ficelée

Le projet de l'opération du film documentaire a été organisé par ce que certains appellent le « centre de commande britannique ». C'est une sorte de réseau qui s'attache à anticiper la défense des intérêts états-uniens et de leurs « alliés historiques » dans lequel la Grande-Bretagne entend défendre ses propres intérêts. Au moment du lancement de « l'opération », le réseau a regroupé entre autres le premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, l'ancien chancelier de l'échiquier et actuel premier ministre Gordon Brown, le milliardaire à la retraite, ex-patron d'eBay, Jeff Skoll, aujourd'hui président de Participant Production (la société de production d'*une vérité qui dérange*), des membres d'Appel Computer dont Al Gore est membre du comité de direction (ce qui explique pourquoi il a toujours un macintosh bien en évidence dans le documentaire). Le film a été lancé officiellement en mai 2006 aux Etats-Unis, mais c'est officieusement un mois avant que l'opération fût lancée. En avril, lors de son Skoll World Forum, le milliardaire



a présenté David Bood et Al Gore, les deux co-fondateurs de Generation Investment Management (GIM), comme les « superstars » de « l'économie du changement climatique ». GIM est un fond spéculatif axé sur les technologies du développement durable et tout ce genre d'arnaques. On comprend mieux pourquoi Al Gore finit son film par la promotion d'une série de petites actions (par exemple le remplacement des ampoules par d'autres de basse consommation) qui sont justement promues et financées par ce genre de placement spéculatif. C'est ainsi que lorsqu'une ONG fit remarquer à Al Gore que la facture d'électricité de sa superbe villa (avec piscine intérieure chauffée) était douze fois plus élevée que celle du foyer américain « moyen », Al Gore répondit qu'il avait compensé le coût en achetant des swaps (sorte de produits financiers dérivés) sur le carbone... à son propre fond, GIM ! Son intention de mettre en avant une intervention politique individuelle et non pas structurelle, n'est donc pas uniquement idéologique, elle est aussi pour Monsieur Gore très pragmatique...

L'impérialisme vert

Pour faire face aux bouleversements climatiques, Al Gore apporte trois axes de solutions. La première, il n'en parle pas directement, mais il y fait une constante allusion et il la cache beaucoup moins dans ses autres interventions : le nucléaire. Il n'est pas nécessaire, ici dans Courant Alternatif, d'expliquer en quoi le nucléaire ne peut pas être une solution (cf le hors série de Courant Alternatif n°4, *Ni Rose Ni Vert, Arrêt Immédiat Du Nucléaire*, 2eme trimestre 2000). La deuxième serait les agrocarburants que nous avons dernièrement traités dans ces pages (*Les Agrocarburants, Nouvelle Arnaque, Nouvelle Cata*, Courant Alternatif n°175, décembre 2007, p16&17). Si l'on comprend bien que pour Al Gore et ses associés, cela représente une niche économique importante au vue de l'augmentation des prix des valeurs énergétiques et alimentaires, d'un point de vue purement environnemental, c'est des forêts qui sont brûlées pour planter des monocultures, des crises alimentaires qui sont provoquées, comme au Mexique avec l'augmentation brutale du cours du maïs, des populations entières qui sont déplacées ou des conditions de travail d'un autre temps qui sont imposées.

Enfin, la troisième solution apportée, et celle défendue avec le plus de pugnacité dans son film comme lors de ses interventions est la réduction des rejets du dioxyde carbone. En matière de lutte contre les changements climatiques, la taxe sur le carbone est présentée comme une alternative aux quotas nationaux sur les émissions de GES (gaz à effet de serre) du système de Kyoto. Mais ces deux systèmes ne sont pas équivalents. Dans le cas d'une taxe, on décide de son coût et ensuite les acteurs économiques « choisissent » la quantité émise selon leurs actions (payer la taxe ou investir pour moins polluer). Dans le cas des quotas, on fixe à l'avance le maximum de GES qu'un pays peut produire.

Au moment où le documentaire de Gore sortait en Grande-Bretagne, l'hebdomadaire britannique The Economist (septembre 2006) publiait un dossier appelant à établir un marché global sur le carbone, afin de vendre et d'acheter des quotas d'émission, calqué sur le système européen mis en place en 2005. Le quotidien conservateur, le Daily Telegraph, rapportait (mars 2007) que le véritable message d'Al Gore était le « florissant marché des droits d'émission du carbone ».

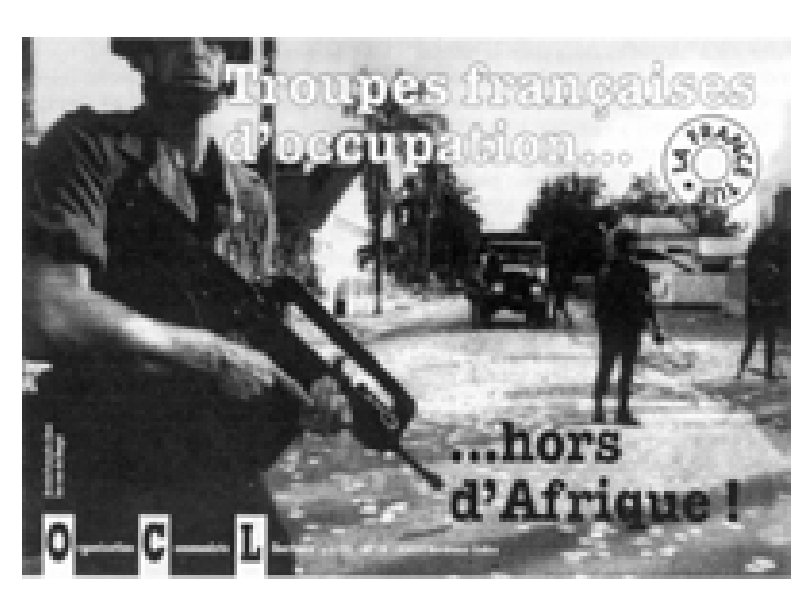
Lors d'une tournée en Australie, puis à New York en octobre 2006, Gore avait même appelé à soumettre les foyers domestiques au même type de système de quotas d'émission que celui mis en place pour les entreprises, un système qu'il a baptisé « Association des hypothèques neutres sur le carbone ». Il n'est pas étonnant que Gore ait été embauché à l'automne comme conseiller auprès du Gouvernement britannique par Gordon Brown. Brown a déclaré que la Grande-Bretagne pourrait être à l'avant-garde des « initiatives » sur le changement climatique en créant de nouveaux marchés.

Comme l'expliquait Nick Stern, auteur d'un rapport sur le réchauffement climatique commandé par le gouvernement travailliste, « l'échange de droits d'émission peut générer des flux significatifs d'investissement dans les pays en voie de développement. Mon ambition est de construire une bourse globale sur le carbone, fondée sur le système des droits d'émission de gaz à effet de serre de l'Union européenne. Totalisant aujourd'hui 9 milliards d'euros, les droits d'émission pourraient croître jusqu'à 50 ou 100 milliards d'euros. » La Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Mexique et d'autres seront les cibles de ce nouvel impérialisme vert. Les autres populations seront tout simplement privées du droit à l'électricité.

Jérôme ch,
OCL Strasbourg,
mars 08

Tchad : la France encore et toujours.

Le Tchad, avait attiré nos médias nationaux sur le feuilleton humanitariste de l'arche de zoé masquant la présence et les agissements de la soldatesque française dans ce pays. Pourtant, fin janvier lorsque des «forces rebelles » venues du Soudan foncent sur N'Djamena la capitale, ce sont une fois encore les troupes françaises qui s'engagent pour venir au secours du despote: Idriss Déby, menacé par cette opposition armée.



Une présence militaire française permanente.

Crée par la France en 1922, indépendant depuis 1960, le Tchad a toujours été occupé par la France, avec une présence militaire ininterrompue. Cette amitié par les armes a été renforcée dans les années 1980 lorsque la Libye avec un colonel Khadafi classé alors dans le camp des terroristes et mis au banc des nations, menaçait à la frontière Nord. Avec le dispositif « Epervier » en 1986, il s'agissait alors de venir en aide à l'homme fort du pays : Hissen Habré. Cette intervention allait contenir les forces libyennes à leur frontière. Ce dernier sera ensuite chassé du pouvoir en 1990 par I. Déby. Venu armé par la Libye, il prendra le pouvoir avec l'assentiment de la France. Ce dernier lui permettra même de renforcer son contingent. Aujourd'hui, la présence française se chiffre à 1500 soldats, des avions mirages, des blindés et hélicos de combat etc.

Depuis son indépendance en 1960, les gouvernements français, des gaullistes aux socialistes ont toujours soutenu « l'Homme fort » qui régnait sur le Tchad, quand ils ne l'y installaient pas eux-mêmes. Il est vrai que cette région de déserts est prometteuse de pétrole tout comme le Darfour limitrophe situé au Soudan, et, depuis toujours convoitée par les grandes puissances impérialistes. Il n'est alors pas étonnant que la bourgeoisie française veille de très près sur ses intérêts.

La fin de la guerre froide marquée par la chute du mur de Berlin et par l'hégémonie américaine, a attisé les appétits de chacun et, modifié les alliances au gré des enjeux et intérêts.

Le Moyen Orient a vu deux guerres impérialistes menées par les USA et ses alliés contre l'Irak, pour le pétrole et ses voies d'acheminement. En Afrique, les rivalités entre grandes puissances alliées et amies dans l'affrontement d'hier contre l'impérialisme de L'URSS et du bloc de l'Est, s'exacerbent de plus en plus via des affrontements localisés. On assiste à l'éclatement de nombreux conflits locaux et guerres civiles à relents ethnico-religieux instrumentalisés. D'où ces chaos de feu et de sang de l'Afrique de l'Ouest jusqu'à la corne de l'Afrique à l'Est. Face aussi au désir de liberté et de démocratie des populations en mouvement, la bourgeoisie française, colosse aux pieds d'argile, menacée dans ses ex carrés coloniaux n'a plus les moyens politico-militaires de sa prétendue grandeur. Aussi dans ces contextes instables, la France à dû revoir ses positions et sa présence dans ses ex-colonies après les soubresauts de la Centrafrique et de la côte d'Ivoire. De par sa situation géographique, le Tchad est devenu un élément militaire important dans le dispositif impérialiste français.

L'Eufor en couverture.

C'est la première crise extérieure qu'affronte N. Sarkosy comme président. Sa conduite durant les soubresauts qui ont secoué le pouvoir à N'Djamena, avait été définie durant sa campagne électorale. Il reste dans le cadre d'un engagement français défini, et, aux côtés de la communauté internationale. « Je souhaite que l'armée française reste au service de la sécurité en Afrique mais sous mandat de l'ONU et de l'Union Africaine ». Par cette déclaration notre président entend toujours défendre les intérêts de la bourgeoisie française mis à mal dans ces régions par l'impérialisme américain et l'expansionnisme chinois. N'ayant plus les mêmes moyens pour continuer la politique de grandeur héritée de la « Françafrique », L'intérêt de la France ne coïncide pas avec celui d'autres capitales de l'U.E. et cette dernière, doit aujourd'hui composer avec d'autres intérêts européens. Couvert par les instances internationales, sauvegardant ses intérêts au Tchad et en république de Centrafrique, le président Sarkozy permet aussi à un impérialisme européen de se confirmer malgré ses difficultés internes. Notons que c'est la cinquième intervention menée par l'U.E. hors d'Europe. Le fort contingent français au sein de cette EuFor (autorisée à utiliser la force) ne leurre personne. Autant de réticences, et divergences qui complique son déploiement freiné par la tension diplomatique entre Paris et N'Djamena, autour de l'Arche de Zoé, puis par l'attaque intentionnelle des forces rebelles. Force européenne qui n'arrive que lentement et difficilement à se

mettre en place sur le terrain. C'est aussi après une réconciliation avec « l'ami libyen » et la bienveillance du gouvernement US que Paris peut de nouveau agir dans son ex-colonie.

Il va de soi que le déploiement de cette force européenne composée de quatorze pays qui compte près de 4000 soldats avec 2100 soldats français n'à d'autres buts « officiellement » que de protéger et aider « humanitairement » les populations déplacées, réfugiées et réparties dans des camps au Tchad et en Centrafrique ou au Darfour même.

Une opposition armée venue du Soudan.

Le sous-sol de ces régions est un immense lac de pétrole. Le développement de la Chine est lié à la garantie de son approvisionnement personnel en pétrole pour les années futures. 30% de son brut provient de l'Afrique où la diplomatie chinoise marque de plus en plus d'avancées au grand dam des européens et des américains irrités. Après de multiples contrats de fourniture d'or noir avec les pays producteurs de la région, la China National Petroleum Compagny est le plus grand investisseur au Soudan. Alors que de l'autre côté de la frontière, au Tchad c'est Exxon Mobil et Chevron : compagnies américaines, qui exploitent et transportent l'or noir depuis le bassin tchadien de Doba jusqu'au port de Kirby au Cameroun, après avoir supplanté les sociétés pétrolières françaises d'Elf et Total. Après le contrôle du pétrole au Moyen Orient, le pétrole africain est devenu un intérêt stratégique national pour les américains. Dans ce contexte de tensions, les champs pétrolifères du Tchad, Darfour et environs sont devenus un champ clos où s'affrontent impérialisme US, européen et expansionnisme chinois. L'incursion armée des rebelles venus du Soudan n'est donc qu'une bataille de plus dans la guerre que se livrent ces puissances et dont les populations locales payent le prix de leurs barbaries, très cher. Affrontements délégués aux potentats du Tchad et du Soudan (et même la Libye qui fournit tout le monde en armes), qui à leur tour sous-traitent par des clans armés interposés qui sévissent au gré des rapports de forces locales ou de la stratégie de leurs « parrains » commanditaires de Paris, Washington ou Pékin. Chacun arme ces alliés de substitution et lui offre abri et soutien sur son territoire. Mafieux locaux et petits caïds qui sèment la terreur et la désolation parmi les populations civiles massacrées ou contraintes à l'exil dans des camps de réfugiés de fortune et de misère.

Le Tchad est frontalier du Soudan et de la région du Darfour. Un Soudan islamiste, dénoncé par Washington car suspecté de connivence avec le terrorisme international islamiste. Un Soudan au sous sol prometteur en pétrole et autres sources d'énergie mais ouvert aux industriels et banquiers chinois qui ont les faveurs de Khartoum.

Alors que les forces d'I. Deby étaient parties de Libye pour chasser H. Habré, cette fois l'offensive des forces « rebelles » venait du Soudan. Offensive, qui inquiète le président libyen, autant que Paris ou Washington, qui craignent que le Tchad ne glisse vers des forces amies du régime islamiste soudanais ouvert à la « diplomatie » chinoise. On peut s'étonner de la lenteur des réactions de Paris laissant les forces rebelles entrer jusque dans les rues de N'Djamena, la capitale. On ne peut imaginer la France prise de court par cette offensive avec la logistique d'écoute et de surveillance déployée dans la région. Sarkozy a-t-il voulu forcer la main au président Tchadien pour une amnistie des membres de l'Arche de Zoé ? Les forces rebelles n'offraient-elles pas assez de garanties pour une allégeance future envers Paris après leur prise de pouvoir malgré le ralliement de proches d'I. Déby? Le président français avait même proposé une évacuation à celui-ci dès le 2 février. En laissant les rebelles entrer dans N'Djamena, Paris et Washington ont rappelé à I. Déby (ou son successeur) que rien ne pouvait se faire sans leur consentement, qu'il était risqué pour cet « ami de la France » de vouloir se passer de ses « protecteurs de toujours ».

Un président tchadien qui, mécontent des insuffisantes royalties que lui versent les majors pétroliers américains devenait trop complaisant à l'égard de la diplomatie chinoise en œuvre au Soudan voisin.

Une chose est certaine, la France a encore une fois pris sa part dans la bataille, contrairement aux proclamations officielles. Certes, elle n'a pas fait directement usage de son aviation de combat pour stopper l'avancée de l'opposition armée, comme ce fut le cas en 2006, mais elle a fourni des munitions, toute sa logistique d'information et mis ses hélicos au service du transport des troupes du président Déby. Elle s'est malgré tout engagée directement pour garder le contrôle de l'aéroport de N'Djamena que les rebelles voulaient prendre d'assaut début février.

Heureux hasard de la politique internationale. C'est à ce moment là, que



lors de sa réunion l'Union Africaine donne une légitimité et un mandat à la France. Elle soutient I. Déby et charge le colonel Kadhafi de « Médiation ». C'est aussi peu de jours après qu'à New york, le conseil de sécurité appelle « à soutenir par tous les moyens nécessaires le gouvernement légal du Tchad ». Via l'ONU, c'est le feu vert des Etats Unis qui est donné au président français pour réagir. C'est plus que suffisant pour que Paris menace alors les forces rebelles d'intervention directe.

Le 5 février, celles-ci se retirent de la capitale N'Djamena après de violents combats et de nombreuses pertes dans leurs rangs et victimes parmi la population. Population meurtrie, qui paie son lourd tribut en perte de vies humaines et lot de misère, sans compter les représailles et exactions commises après la victoire par la soldatesque du président vainqueur qui en a profité pour liquider ses opposants.

MZ. Caen le 15 03 08.

CONTRE LA CHASSE AUX SANS-PAPIERS
Liberté de circulation et d'installation

Une femme se tue en se défenestrant à l'arrivée de la police, boulevard de la Villette à Paris. À Amiens, un jeune garçon de 12 ans chute du quatrième étage à l'arrivée des flics. Au centre de rétention de Toulouse-Cornebarrieu, une petite fille de 15 mois et sa mère enceinte sont arrêtées et enfermées, le lendemain, la mère perdra ses jumeaux qu'elle portait. Dans ce même CRA, on apprendra qu'un enfant handicapé moteur et mental ainsi que ses parents y ont été retenus. À Lille, David ASSOEV, un jeune géorgien appartenant à la minorité Yézide, est expulsé, et, dès son arrivée à Tbilissi, il est jeté en prison après un simulacre de procès. Il y a quelques mois encore le parquet de Limoges a demandé à un médecin de procéder à un examen gynécologique de deux jeunes filles pour fournir un rapport prouvant leur minorité. Chaque jour le quotidien de la chasse aux étrangers révèle son lot d'atrocités et s'enfonce dans la barbarie. “La France, pays des droits de l'Homme” c'est une histoire qu'on raconte aux adultes pour les faire dormir. Aujourd'hui plus personne ne peut ignorer la situation et qui ne dit mot consent. L'obstination du gouvernement Sarkozy/Fillon/Hortefeux se matérialise dans l'annonce de chiffres d'expulsions toujours plus hauts (26 000 prévues cette année en métropole) et ne laisse présager rien de bon. Il est vrai qu'il est plus facile de présenter les chiffres de « reconduites à la frontière » et d'intoxiquer les médias avec des délires d'identité nationale plutôt que de s'attaquer aux vrais problèmes du pays. Pourtant des résistances se développent : ici ce sont les centres de rétention (notamment le CRA de Vincennes) qui sont le siège de révoltes et de mouvements de protestations ; là ce sont des parents d'élèves et des profs qui s'organisent pour planquer telle ou telle famille en prenant le risque de l'illégalité ; là encore ce sont des salariés sans-papiers qui se mettent en grève rappelant à quel point le patronat a besoin de ce type de travailleurs. Nous ne pouvons qu'encourager ces initiatives, y prendre part et faire en sorte qu'elles se multiplient : il faut que dans chaque quartier, chaque école, chaque entreprise, chaque syndicat se crée ce genre de collectifs pour instaurer un rapport de force qui fera céder le Pouvoir.

Cependant, même si nous parvenons à obtenir satisfaction, nous ne devons pas oublier que le problème restera en suspens car le statut des personnes irrégulières découle directement de la politique de l'Etat en clair : c'est l'Etat qui crée les sans papiers car il est voué «corps et âme» à rendre éternellement service à ses petits copains patrons. Et ces derniers ont un appétit toujours plus insatiable de main-d'oeuvre d'autant plus exploitable qu'elle se trouve sous la menace d'une expulsion. À titre d'exemple, lorsque la Gauche arrivée au pouvoir en 1997, juste après la lutte de Saint-Bernard à Paris, a mis en place une circulaire pour permettre une régularisation massive (circulaire Chevènement) on a pu croire la question réglée. Mais cela n'a fait que créer une situation ambiguë, puisque sur 150 000 dossiers, 80 000 se sont vus notifier des refus. La question des sans papiers est donc bien évidemment une question politique. Si nous sommes solidaires des sans papiers ce n'est ni par humanisme, ni par pitié. C'est parce que nous considérons que chacun et chacune doit avoir le droit de circuler librement comme bon lui plait. C'est parce que, dans notre conception du monde, les frontières n'ont pas lieu d'être. C'est parce que nous voulons détruire l'Etat qui nous considérera toujours comme des numéros. C'est par ce que nous voulons changer ce monde qui méprise tant la vie humaine.

Régularisation de tous les sans-papiers par carte de 10 ans
Liberté de circulation et d'installation
Egalité des droits
Libération de tous les sans-papiers emprisonnés
Arrêt immédiat des expulsions et retour des expulsés
Fermeture des centres de rétention et des “zones d'attente”
Non à la construction de nouveaux centres de rétention
Abrogation de toutes les lois spéciales pour étrangers
Solidarité internationale avec et entre tous les sans-papiers

Organisation Communiste Libertaire

MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ AVEC L'IMMIGRATION 5 AVRIL 2008

Un pays en butte à la violence institutionnelle ou le vrai visage de la démocratie

Un niveau de répression sans égal en Europe

La situation au Pays Basque Sud a atteint un niveau non équivalent en Europe de violence institutionnelle et de déni, massif et provocateur, des droits les plus élémentaires.

37 responsables politiques de Batasuna, parti de la gauche abertzale interdit en 2003, sont sous les verrous, c'est à dire presque tous.

Des militants d'associations publiques consacrées à des activités culturelles et sociales, après un long procès de deux ans et demi truffé d'irrégularités, sans fondement juridique, sans preuves et même sans délit, ont été lourdement condamnés par la justice : des peines de 2 à 24 ans d'emprisonnement pour 47 des 52 accusés, soit un total de 525 ans et demi, pour «collaboration avec une organisation terroriste». L'accusation de complicité avec le «terrorisme» est devenu un a priori généralisé, selon l'amalgame dangereux et obscène de la thèse du «tout est ETA». Ainsi, défendre la construction nationale, œuvrer pour un Pays Basque libre et solidaire, prendre position pour l'indépendance, c'est, aux yeux de l'Etat et de sa justice, partager les mêmes objectifs idéologiques qu'ETA, c'est donc être complice d'ETA ou en faire partie, et c'est par conséquent commettre un acte criminel passible d'emprisonnement.

D'autres procès encore s'annoncent, avec l'inculpation d'une association d'élus de part et d'autre de la frontière (Udalbiltza), celle de membres du collectif de soutien aux prisonniers et à leurs familles (Askatasuna), celle de vingt jeunes militants de Segi (regroupement, interdit, de Jeunes abertzale de gauche), celle des responsables du premier quotidien en langue basque *Egunkaria* fermé «provisoirement» depuis 5 ans, celle des responsables de Batasuna…

Des arrestations se poursuivent, au Nord comme au Sud, et il n'y a jamais eu autant de prisonniers politiques dans les prisons (162 dans l'Etat français, 546 dans l'Etat espagnol, en janvier 2008). Ces derniers mois, des dizaines de présumés etarras ont été remis par les tribunaux français à la police et à la justice espagnoles, sur mandats d'arrêt européens.

Le Pays Basque Sud se trouve dans une situation de conflit aigu où sont rognés les droits d'association, de réunion, de manifestation et d'expression de centaines de personnes, où tortures, emprisonnements de militants politiques et procès sans preuves se succèdent, où toute une partie de la population est privée de représentation politique, où des attaques en règle se mènent contre de multiples acteurs du combat social, culturel et politique.

La gauche abertzale a été mise dans l'impossibilité de se présenter aux élections législatives du 9 mars (son électorat représente 15%). En effet, les partis, mis en place pour la représenter et pour permettre aux voix des indépendantistes de s'exprimer suite à l'interdiction de Batasuna, EHAK (Parti communiste des terres basques) – qui compte 9 députés au Parlement basque- et ANV (Action nationaliste basque) - qui compte 437 élus locaux et 42 mairies -, ont été suspendus pour trois ans et sont sous la menace d'une illégalisation. Ils ont été accusés d'être «sur le point d'intégrer l'activité délictueuse de Batasuna». Leur recours pour «exister» lors du scrutin des législatives a été l'appel à «l'abstention active» et au boycott.

Les résultats de ces élections ont montré un mouvement important pour l'abstention. Dans un contexte de participation en augmentation dans l'Etat espagnol, l'abstention a augmenté de 10 % au Pays Basque Sud entre les scrutins de 2004 et de 2008, et elle a obtenu en Gipuzkoa, fief de Batasuna, un taux record moyen de 41,66% (En Espagne, le taux est de 24%). L'appel de la gauche indépendantiste interdite d'urnes a donc été entendu et, malgré son illégalisation, elle ressort renforcée. Au contraire du PNV (Parti nationaliste démocrate-chrétien, majoritaire et à la tête du gouvernement basque) et des autres partis nationalistes modérés (EA, IU et Aralar), qui ont perdu de nombreuses voix et des sièges, au bénéfice du Parti Socialiste, devenu aujourd'hui la première force politique dans la Communauté autonome basque.

Les attaques répressives du pouvoir entraînent des ripostes collectives, sous forme de manifestations massives. La plus remarquable de ces ripostes a été un appel à la grève générale, lancé par la gauche abertzale et le syndicat LAB (unique structure de la gauche indépendantiste épargnée par la justice espagnole), le 14 février, contre l'état d'exception. Des milliers de personnes sont descendus dans la rue et ont participé à des actes de désobéissance civile et de sabotage. Le recours à la grève générale n'avait pas été utilisé depuis les années 80 et montre combien la lutte nationale est globale et étroitement liée à la lutte sociale et politique. Eu égard à la difficulté et au risque qu'il y a à participer à une grève de ce type, considérée comme «illégale» par le gouvernement espagnol, elle a été relativement bien suivie. Il faut rappeler en outre que tous les rassemblements et manifestations sont violemment réprimés et que tous se concluent par des interpellations et des inculpations.

Une gauche indépendantiste muselée, un pouvoir central sourd

Le pouvoir central, relayé activement par le gouvernement basque (et sa police, la ertzaintza), cherche à étouffer et à interdire toute possibilité d'expression publique politique aux indépendantistes ; il va jusqu'à leur dénier le droit à se présenter aux élections, le fondement des démocraties représentatives. A signaler qu'il y a 30 ans, ce sont les mêmes forces «démocratiques» basques et espagnoles qui reprochaient à la coalition d'alors de la gauche abertzale, Herri Batasuna, de se tenir délibérément à l'écart du terrain électoral et de la pratique institutionnelle et qui l'accusaient de ne pas oser se mesurer au verdict des urnes. Elle a fini par le faire, d'ailleurs : elle s'est mise à participer au jeu électoral, se refusant cependant, dans un premier temps, à ce que ses élus siègent ; puis en participant aux institutions municipales et parlementaires basques.

A signaler aussi que, pendant 30 ans, des dizaines de rapports sur l'exercice du droit à l'autodétermination ont été écrits et débattus, selon des points de vue différents, non seulement dans les partis politiques et les syndicats mais aussi dans l'Eglise catholique, dans le monde universitaire et dans celui des entreprises, et jusqu'au sein des Forces armées espagnoles.»Tout projet politique peut être défendu à égalité de conditions par voies démocratiques» affichaient alors les tenants du discours officiel. Ils ajoutaient à l'adresse des indépendantistes : «Pour défendre un projet politique ayant pour objet l'exercice du droit à l'autodétermination, la violence politique (on ne parlait pas alors de «terrorisme», ndlr) n'est pas nécessaire, il faut emprunter les voies démocratiques».

Aujourd'hui, la situation présente d'importantes «nouveautés».

Si, il y a 30 ans, la gauche abertzale pouvait défendre ses idées et projets «selon les voies démocratiques», à l'heure actuelle il ne le lui est plus permis. Et ceci, alors même que les contenus de ses projets sont bien moins radicaux. A l'objectif de «l'indépendance» s'est substituée, depuis les années 90, la demande d'»un cadre démocratique pour le Pays Basque « permettant «le droit à l'autodétermination». Et aujourd'hui, non seulement la demande d'un processus d'autodétermination, accompagné d'un programme de confrontation démocratique de tous les projets, sans qu'il soit préjugé du projet d'institution et de société qui en sortirait (telles ont été les propositions amenées par Batasuna pour discussion avec le gouvernement espagnol lors de la trêve d'ETA, en 2005) a été totalement rejetée par le pouvoir central, mais encore les partis porteurs de cette revendication, pourtant minimale, sont devenus illégaux et les militants ont été incarcérés ou sont menacés de l'être.

Avant, c'était ETA qui était de trop ; aujourd'hui c'est le projet d'autodétermination, ce sont les idées de souveraineté, ce sont les indépendantistes eux-mêmes qui sont de trop. «Seuls ceux qui respectent les règles et qui ont la capacité de défendre leurs idées avec des mots peuvent participer au jeu démocratique» déclare Zapatero au moment même où il ferme toute voie politique et démocratique à l'expression de l'indépendantisme (1).

Ce qui entraîne un autre paradoxe, du moins en apparence. L'illégalisation des partis Batasuna, puis EHAK et ANV ainsi que l'emprisonnement de nombre de leurs militants et représentants produisent une béance très grave sur l'échiquier des forces politiques publiques, susceptible d'inciter à une recrudescence de la lutte armée. Ce qui, en définitive, peut servir les intérêts des pouvoirs espagnol et basque, prompts à brandir l'épouvantail du «terrorisme» pour occulter les injustices commises au Pays Basque, justifier a priori leur répression contre les militants politiques ainsi que leur refus de discuter et de négocier.

Les forces politiques basques entre régionalisme et souverainisme

Fin septembre 2007, Ibarretxe, président de la Communauté autonome (à majorité PNV), avait annoncé son intention d'organiser, sur les trois des sept provinces du Pays Basque dont il est responsable, une consultation populaire fixée au 25 octobre 2008, et devant déboucher sur un référendum en 2010. Il avait déclaré réaliser ces deux consultations avec ou sans l'accord du gouvernement espagnol et Zapatero s'était empressé d'opposer à ce plan une fin de non recevoir, le déclarant illégal et anticonstitutionnel.

Aujourd'hui, ce plan a du plomb dans l'aile et est en voie d'être abandonné au profit d'»un nouveau contrat avec les citoyens». C'est que ses dissensions internes et les mauvais résultats du PNV aux élections de mars 2007 (il a perdu 117 000 voix et un député au parlement espagnol) l'amènent à adopter une tactique plus consensuelle avec le PSOE.

De plus en plus de secteurs du PNV ne parlent plus du Pays Basque comme d'une nation et sont favorables au dialogue avec le gouvernement de Madrid autour d'une réformette du Statut d'autonomie (2).

Le PNV veut en effet revenir sur un principe inclus dans ce statut : le mode de décision bilatéral. La rénovation de ce texte, un énième toilettage sans autre prétention que de stabiliser la situation actuelle, aurait pour but le respect du «droit de décision des citoyens basques». Le PNV voudrait donc modifier le cadre juridique, mais dans le respect de la Constitution espagnole. Ce que poursuivent toujours le PNV et ses alliés régionalistes, c'est leur consolidation dans le système, qui leur permette de continuer à gérer le pouvoir que leur concède l'Etat central ; en échange, bien sûr, de leur allégeance à cet Etat et à la Constitution espagnole, ainsi que du zèle qu'ils mettront à freiner et réprimer les revendications d'autodétermination qui continuent à s'exprimer massivement.

De son côté, le Parti Socialiste, rassuré par son score aux élections législatives, confortable mais qui ne lui donne pas la majorité absolue au Parlement, cherche une alliance avec les nationalistes catalans et basques modérés (le PNV a 6 élus au Parlement espagnol), pour raviver « l'unité démocratique afin de faire face au terrorisme », c'est à dire obtenir un consensus national propre à isoler et à faire plier les indépendantistes ; pour cela, Zapatero s'est dit favorable à mettre en marche un processus de révision des statuts autonomiques

Les partis abertzale qui luttent pour l'autodétermination, la reconnaissance de la nation basque organisée autour des sept provinces du Nord et du Sud, tout en étant hostiles à l'action armée d'ETA, sont actuellement petits, peu influents et ne sont pas en mesure aujourd'hui de développer un projet fédérateur. L'unité est loin d'être la règle entre les forces politiques de cette tendance, si ce n'est le temps d'une mobilisation ou des élections (3), et elles ont du mal à masquer de sérieuses divergences ainsi que leur rivalité pour conquérir l'hégémonie. Ces partis se disent enclins à redémarrer un processus de négociation avec le gouvernement espagnol autour de la revendication de l'autodétermination. Mais pour cela les conditions du rapport de forces n'existent pas aujourd'hui.

Alors que la gauche abertzale est tenue hors jeu par l'Etat espagnol au moyen d'une loi scélérate et d'artifices juridiques liberticides, ETA cherche à reprendre la main et à se poser en seule

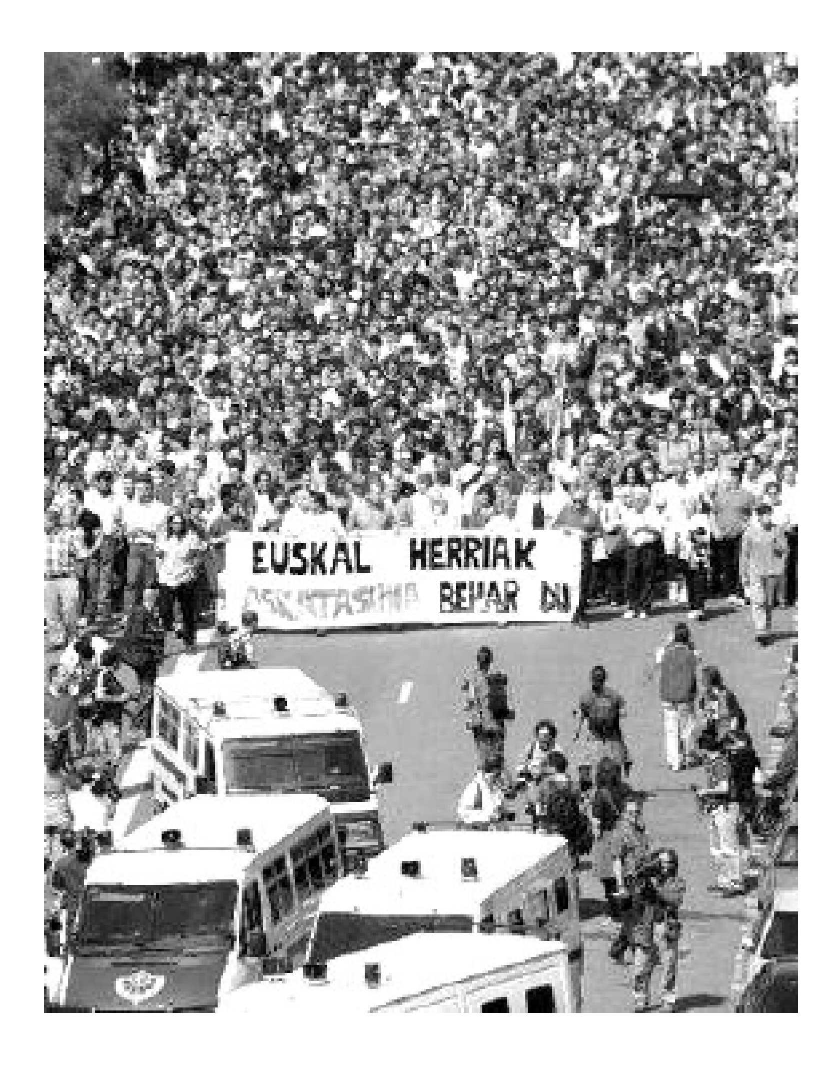
interlocutrice valable face à l'Etat espagnol. L'organisation armée a amorcé une reprise spectaculaire de ses actions. La fin du cessez-le-feu, qu'elle avait décidée en juin 2007, a pris un tournant inquiétant avec l'exécution d'un ex-élu municipal du Parti socialiste à Mondragon (Gipuzkoa), Isaias Carrasco, le 7 mars, deux jours avant les élections législatives ; cette action déplorable, non encore revendiquée, a rompu avec une trajectoire de 5 ans environ au cours de laquelle aucun attentat en Pays Basque n'avait entraîné de mort. Le 20 mars, l'explosion d'une voiture piégée a provoqué d'énormes dégâts matériels à la caserne de la garde civile à Calahorra (Riojas).

Un laboratoire des nouvelles formes de répression en démocratie

Malgré les bouleversements provoqués par la répression sur le terrain de la représentation politique, les paramètres de fond du conflit, qui alimentent ce que les médias appellent «la question basque», continuent bel et bien à exister, à savoir la lutte pour que le Pays Basque soit reconnu comme nation et pour que ses habitants puissent décider par eux-mêmes de leur présent et de leur avenir. Cependant, depuis plusieurs années déjà, les revendications des abertzale de gauche sont nettement revues à la baisse : «souveraineté», «construction nationale», «autodétermination» remplacent le mot «indépendance et socialisme» et les questions institutionnelles continuent de prendre le pas sur les questions sociales et les projets de société anticapitalistes. Dans ce contexte, l'isolement consommé de la gauche abertzale, à qui il est interdit de mener un travail politique de façon publique, ne pourra qu'accélérer et accentuer cet appauvrissement des contenus politiques de la lutte.

Il n'empêche que l'obtention de l'autodétermination est considérée par un très grand nombre comme une voie menant à la résolution politique du conflit politique et armé, et elle reste une priorité pour la société basque, même si celle-ci l'exprime, en ce moment, plutôt par la lassitude que par la mobilisation.

Ce qui nouveau, en revanche, c'est le type des mesures répressives mises en place par l'Etat espagnol, aidé de ses relais basques et français, et qui s'avèrent périlleuses pour tout combat social, d'autant plus périlleuses qu'elle tendent à se banaliser : sous couvert de lutte antiterroriste, l'Etat, par la voie policière et judiciaire, et en bafouant impunément les libertés fondamentales d'expression, d'opinion, de réunion, de manifestation…, a engagé une stratégie de criminalisation systématique dirigée contre quantité d'acteurs sociaux et de militants impliqués dans toutes sortes de luttes, politiques, sociales, culturelles. Procès et prison sont devenus une façon systématique de gérer le conflit en Pays Basque.



Cette stratégie de l'Etat est destinée à étouffer et à réduire au silence toute expression d'une sensibilité politique jugée contraire à ses intérêts, tout élan politique alternatif. En cela, l'Etat espagnol démocratique peut se targuer d'être devenu un modèle en matière de répression politique et sociale en Europe, et d'avoir fait du Pays Basque le premier de ses laboratoires ; et cela avec la complicité des médias et dans l'indifférence quasi générale des mouvements européens.

Pays Basque, 26 mars 2008

(

NOTES

1) « *Quand on ferme à un pays les voies politiques et démocratiques, je me demande quelles sont les voies qui lui restent* » a déclaré Barrena, le seul porte-parole de Batasuna encore en liberté.

(

2) Le Statut d'autonomie a été mis en place en 1979 après la mort de Franco. Il convient de rappeler qu'il ne concerne que trois provinces sur sept, qu'il a été imposé à une population très peu enthousiaste, après un référendum qui n'a mobilisé en sa faveur qu'un petit pourcentage de 32% d'électeurs. Ce statut est tenu en laisse par l'Etat. En effet c'est à celui-ci que la Constitution espagnole donne la faculté de «dicter les lois d'harmonisation des autonomies», lois dont dépendent évidemment toutes les compétence autonomiques.

(3) Au Pays Basque Nord, la coalition des partis de la gauche abertzale (Batasuna, AB, EA) pour les élections cantonales a permis d'accroître sensiblement le nombre de voix – plus de 44% des votes par rapport à 2001, soit 15% des voix; mais il y a des divergences entre Batasuna et les autres groupes, en particulier sur l'opportunité de la lutte armée et sur le type d'institutions à mettre en place à court terme (département Pays Basque ou statut d'autonomie).

Howard Zinn,
En suivant Emma (Pièce historique sur Emma Goldman, anarchiste & féministe américaine),
Agone, coll. « Marginales », 2007, 176 p., 15

Emma Goldmann(1869-1940) est une figure internationale de l'anarchisme et du féminisme, née russe et juive dans une famille désargentée qui émigre à Rochester aux Etats-Unis. Ouvrière en usine dès 13 ans, mariée de force à 16, elle se confronte très tôt aux aliénations de classe et de genre : « Qui a besoin des mots quand il sent la chose dans sa chair ? »
Meurtres de grévistes par la police, pendaisons arbitraires d'anarchistes lors des événements de Haymarket Square en 1886, la poussent à rejoindre New York et sa mouvance radicale. « Je ne serai la servante ni de dieu , ni de l'État, ni d'un mari. »
Devenue indépendante, elle goûte avec Alexandre Berkman, un autre libertaire de même origine, aux aléas de la vie communautaire et de l'amour libre.
Donner sa vie dans un seul moment d'héroïsme ou la vouer durant cinquante bonnes années durant à la cause…
À ce chois qui reste posé, Berkman répond par « le premier acte anarchiste de terreur économique aux Etats-Unis ». Le 22 juillet 1892, il blesse H. F. Frick, un grand patron d'aciéries aux méthodes sauvages de seigneur féodal. Si le mitraillage de ses ouvriers avec femmes et enfants demeure impuni, pour sa tentative maladroite de justice le jeune homme écope de quatorze cruelles années de pénitencier. Emma, solidaire jusqu'à sa libération, s'affirme alors dans des tournées de conférences mouvementées et l'agitation basée sur le principe d'action directe. L'œuvre se termine avant son expulsion vers l'URSS en compagnie de Berkman et de deux cent quarante-huit autres détenus politiques en 1919.
Cette pièce a la particularité d'être réécrite après chaque mise en scène. Ainsi le personnage de Ben Reitman, atypique médecin pour vagabonds, pauvres et prostituées, intervient après la découverte de sa correspondance amoureuse avec Emma « l'une des plus crues et des plus torrides qui soient dans les annales des relations épistolaires ». S'ils ne couvrent qu'en partie la riche vie de son héroïne, ces deux actes et vingt-quatre scènes représentent la meilleure des introductions à une connaissance plus approfondie d'une militante qui jugeait le théâtre « utile pour combattre l'ignorance, la peur, les préjugés ».
Précédé d'un avant-propos biographique, le texte de la pièce est complété par des annexes historiques tirées de son livre, Une histoire populaire des Etats-Unis, sur des événements tels que le massacre des mineurs de Ludlow, l'incendie meurtrier d'ateliers à New York ou des opposants notoires comme Mother Jones ou le syndicat des IWW.

HF

La révolution libertaire
P.J. Proudhon, M. Babounine, P. Kropotkine
Après les biographies de ces trois fondateurs du communisme libertaire, Philippe et Michael Paraire ont choisi 140 textes de ces trois auteurs réunis par thèmes :
-Choisir l'homme contre la divinité
-La lutte contre le principe d'autorité
-Les méfaits du capitalisme
-Le programme libertaire
Les objectifs théoriques et pratiques de cet ouvrage sont de "redonner à lire la cohérence et la radicalité de la réflexion" de ces trois révolutionnaires et de "recréer les conditions d'un dialogue constructif entre tous les courants désireux de rassembler leurs forces pour construire une alternative crédible au capitalisme contemporain".Edité par « Le temps des cerises », 6 avenue Edouard Vaillant, 93500 Pantin - contact@letempsdescerises.com. En vente en librairie au prix de 12 pour environ 250 pages.

Jann-Marc Rouillan,
Le Capital humain,
L'Arganier, coll. « la belle ouvrage », 2007, 330 p., 18 .

Embauché dans une usine de type Seveso, Toxic, un ancien détenu, joue les salariés modèles tout en préméditant un dernier coup erpir ou crever là ». Le personnel, coincé entre chantage aux délocalisations et contrats précaires, plie l'échine. Mais « ces ouvriers ne sont pas tous les moutons bêlants qu'il s'imaginait » ; face à un plan de licenciement, ils se rebiffent enfin. Dans l'usine occupée, avec le soutien de la population, le conflit s'autonomise dans l'esprit de mai 1968 : « Oser lutter, oser vaincre ! ». L'adversaire ne lâchant jamais rien que par la force, la débrouille créative vire à l'action directe pour se terminer dans la dignité en faveur des grévistes.
La collection de littérature ouvrière, « la belle ouvrage », tente de relancer la tradition du roman prolétarien. Cet inédit de Jann-Marc Rouillan sur « une classe si absente, si incolore que les petits penseurs post-modernes la prennent à jamais disparue » captive sur le thème méprisé de la vie ouvrière contemporaine. Sous leur étiquette de roman, ses livres doivent leur meilleur à son talent inné de chroniqueur. Très vite les coutures de son héros craquent pour exprimer l'idéal passionné et le vécu de son auteur. Sa transfiguration des lieux de coercition, prison ou usine, ne provient pas d'un effet trompeur de l'art littéraire. Elle jaillit de la puissance libératrice qui faisait écrire en 1848 à Thoreau : « Quand le sujet refuse son allégeance et le fonctionnaire démissionne la révolution est accomplie ».
Créateur au double titre de révolutionnaire et d'artiste, il déroule son récit sur un mode quasi pictural. Etreintes de noirs à la Soulages dans ses débuts, lumière impressionniste au tempo de la fraternité, et final aux teintes franches des fresques écloses sur les murs des cités insurgés.
Emma Goldmann recommandait aux militants européens de ne pas se référer exclusivement aux théoriciens anarchistes du passé pour s'intéresser aux témoignages « des révoltés de la vie humaine, fidèles à ces théories ». Un conseil qui vaut pour Rouillan retenu depuis 1987 « dans ces mouroirs où crèvent les hommes trop pleins de vie ». Il continue d'exister, batailler et souffrir pour ses engagements.

HF

Offensive n° 17, Mars 08, 3 euros
propose un dossier « Un commerce sans capitalisme »
Abonnement un an, 4 numéros, 12 euros à l'ordre de Spipasso.
OLSc/o Mille Bâbords 61 rue Consolat 13001 Marseille.



Renault : lutte pour les salaires en Roumanie

Depuis plusieurs jours les salariés de Renaullt Dacia en roumanie sont en grève.
A Pitesti- Mioveni, 7600 employés sur 13 000 sont en lutte pour une augmentation de salaire. 1300 « logan » sortent des chaînes de montages quotidiennement. Depuis c'est le silence dans l'usine. Le syndicat majoritaire Automobile Dacia (SAD) demande une augmentation de 550 lei (148 euros) brut par mois pour tous les salariés, (soit plus de 60% de revalorisation salariale), plus une augmentation des primes à Pâques et à Noël et une participation aux bénéfices. Le salaire moyen est de 1 064 lei brut mais nombre de travailleurs ne gagnent que 780 lei (208euros).
Au-delà de ces revendications, l'enjeu porte sur «les normes» de travail. Obligatoire nationalement, pour chaque contrat signé, la direction de Dacia n'en propose toujours pas. La lutte porte aussi contre cette forme d'exploitation sauvage où la production est décidée par les chefs d'équipes au jour le jour. La direction de Renault-Dacia poursuit les les syndicalistes devant les tribunaux pour non respect du droit de grève.
Des revenus trop faibles pour vivre correctement, La Roumanie détient le record du plus bas pouvoir d'achat de l'Union Européenne.
-28 03 2008

Solidarité avec les caissières de Carrefour Grand Littoral Marseille.

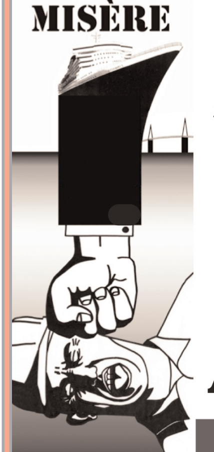
"Durant 16 jours du 1er au 18 février 2008, et pour la première fois dans l'histoire de la grande distribution, les caissières de Carrefour Grand Littoral à Marseille ont fait une grève épuisante pour dire leur ras- le- bol du temps partiel non voulu, de leurs salaires (à 50 ans, avec 12 ans d'ancienneté : 950E. par mois), de leurs horaires, de la manière dont elles sont traitées par la direction ; ces emplois de la grande distribution, faiblement rémunérés, assortis d'horaires imprévisibles, de temps partiel contraint, sont le plus souvent réservés aux femmes.
Après avoir subi les pressions multiples, la violence des CRS et les problèmes personnels engendrés par ce type de mouvement : quand des femmes « s'affirment » ce n'est pas toujours bien vu dans le couple, elles ont été obligées de reprendre le travail sans avoir quasiment rien gagné !
Pour des salariées gagnant environ 1000 euros par mois (pour celles à plein temps), la paie de février est amputée de la moitié ! Afin qu'elles puissent sentir autour d'elles un élan de solidarité, il est possible de leur exprimer financièrement sa solidarité en écrivant au : Collectif 13 ! Droits des Femmes - 13 boulevard des Frères Godchot 13005 Marseille.
Le «Collectif 13» fera parvenir les sommes perçues aux responsables du mouvement.

Ensemble sauvons Mumia

La Cour d'Appel Fédérale de 3ème circuit (Philadelphie – Pennsylvanie - USA) vient de rendre son jugement : le procès de 1982 à l'issue duquel Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort était entaché de racisme. La Cour reconnaît ainsi que les droits constitutionnels de l'accusé n'ont pas été respectés. De ce fait, elle annule sa condamnation à mort mais confirme sa culpabilité.
Les juges, par deux voix contre une, se prononcent pour un autre procès avec constitution d'un jury qui devra à nouveau statuer sur la sentence. Contrairement à ce qu'annonce de nombreuses dépêches de presse, Mumia Abu-Jamal n'est toutefois pas définitivement à l'abri d'une nouvelle condamnation à mort, ni d'un enfermement à vie.
Et dans l'attente, il ne quittera pas le couloir de la mort !
L'avocat de Mumia Abu-Jamal, Maître Robert R. Bryan, nous a déclaré que cette décision était une demi-victoire qu'il fallait, par la mobilisation internationale, transformer en victoire en rendant justice et liberté à son client.
Dans cette situation, le Collectif Unitaire National (80 organisations françaises) appellent à l'organisation de manifestations de soutien dans toute la France, et ce sous toutes les formes. Il appelle également à l'envoi immédiat de messages à l'Ambassade des Etats-Unis : 2 avenue Gabriel - 75008 Paris / e-mail : webmaster@amb-usa.fr
Collectif Unitaire National de Soutien à Mumia Abu-Jamal
43, boulevard de Magenta
75010 Paris – Tél 01 53 38 99 99
Fax 01 40 40 90 98
–abujamal@free.fr -
www.mumiabujamal.net

Émirats arabes unis : Un millier d'ouvriers en grève se livrent à des actes de vandalisme à Charjah

Environ 1 500 ouvriers travaillant aux Émirats arabes unis se sont mis en grève mardi pour réclamer des augmentations de salaire et se sont livrés à des actes de vandalisme, incendiant des locaux et des dizaines de véhicules, a annoncé la police. La nationalité des grévistes n'a pas été révélée, mais ce genre d'action est souvent le fait d'ouvriers originaires du sous-continent asiatique, qui forment le gros de la main-d'œuvre dans la fédération pétrolière des Émirats, où le bâtiment connaît un essor phénoménal. Environ 700 000 ouvriers étrangers travaillent dans la construction aux Émirats, un pays de 4 millions d'habitants, sur les projets aussi gigantesques que somptueux qui font la réputation de Dubaï et d'Abou Dhabi. Une enquête a été ouverte pour identifier les responsables de la manifestation, a ajouté le chef de la police, sans préciser s'il y avait eu des arrestations. De tels mouvements sociaux sont encore rares aux Émirats, où les droits de grève et de manifester sont interdits comme dans les autres monarchies du Golfe. Dans le secteur du bâtiment, la plupart des ouvriers gagnent moins de 200 dollars mensuels. Leur pouvoir d'achat a, en outre, été sévèrement amputé par l'inflation, de 9,3 % en 2006, selon les chiffres officiels.
Source :
Le quotidien libanais d'expression française
L'Orient-Le Jour du 20 mars 2008. www.lorient-lejour.com



Aker, Freese, Elbe...

NEGRIERS DES TEMPS MODERNES !

contre l'exploitation internationale du travail

SOLIDARITE avec les TRAVAILLEURS GRECS en GREVE DE LA FAIM

AKER DOIT PAYER !

Collectif de soutien c/o saint-nazaire.solidaire@orange.fr
Permanences à la Mairie et à la maison des sports

Chantiers navals de Saint-Nazaire : 3 travailleurs grecs en grève de la faim depuis le 14 mars 2008.

Depuis février 2008, 3 ouvriers-peintres grecs, employés de la société allemande ELBE, sous-traitant de rang 2 du chantier naval AKER sont en conflit avec leur entreprise pour le paiement de leurs salaires. Ils réclament 8000 euros, quand leur entreprise les licencie, ne leur accorde que 1900 euros et un billet d'avion pour le retour. Face au refus délibéré d'ELBE de respecter leurs droits et de payer le travail effectué (avec la complicité d'AKER) et à l'absence de réaction des pouvoirs publics, Boris, Léonidas et Nicos, ont démarré une grève de la faim le 14 mars à l'hôtel de ville de Saint-Nazaire (18ème jour au bouclage de CA le 31 mars).
Initié par l'USM-CGT (cf interview dans CA n° 177, février 200 !) le soutien au trois travailleurs grecs s'est rapidement traduit par la création d'un collectif qui les accompagne dans leur lutte et coordonne différentes actions. Le collectif souligne dans une pétition que « La répétition des conflits de ce type prouve que l'organisation de la sous-traitance aux chantiers navals doit être revue afin que cesse une pression intolérable sur les droits sociaux et humains des travailleurs – et particulièrement des travailleurs étrangers. Le donneur d'ordre et les pouvoirs publics doivent s'y employer sans tarder. »

Contact :saint-nazaire.solidaire@orange.fr Ou par courrier : MRAP région nazairienne, 2bis rue Albert de Mun – 44600 Saint-Nazaire. Les infos en ligne sur www.usm.cgt.fr

Nouvelle marée noire en Loire

30 ans après L'Amoco Cadiz....
8 ans après l'Erika, Total pollue encore et toujours l'estuaire de la Loire...
Le dimanche 16 mars, 400 tonnes de pétrole se sont écoulées des tuyaux de la raffinerie de Donges, polluant les rives du fleuve, et particulièrement des roselières impossibles à nettoyer, avant de gagner l'océan et de souiller le littoral.
Le samedi 22 mars 15 h à Saint-Nazaire, une marche de colère à rassemblée 1500 personnes. En raison de la toxicité du produit, les pouvoirs publics ont renoncé a faire appel aux bénévoles pour le nettoyage. Faut dire qu'une association des « bénévoles de l'Erika » s'est constituée pour obtenir une enquête épidémiologique sur les dommages subis en 2000 lors du ramassage du fuel particulièrement toxique qui avait pollué les rivages de la Bretagne et de la Vendée.
Contact :
http://erika.benevoles.free.fr



★ Il y a 40 ans, Mai 68

Depuis 40 ans, les récits « officiels » sur Mai 68 ont ceci de commun : nous expliquer que toute velléité révolutionnaires, toute contestation du capitalisme sont dépassées. La part belle est faite aux aspects culturels et festifs de 68 (tout en les vidant de leurs contenus subversifs), aux clichés en forme de barricades et de slogans sur les murs ou de conflit de génération. Certains ex-soixante-huitards reconvertis dans la défense des démocraties capitalistes sont invités à expliquer comment ils étaient jeunes et fous.

Bref, tout un pan de l'histoire de Mai 68 passe à la trappe. Les revues Courant Alternatif et Offensive en publiant un numéro commun (à paraître le 22 avril) ont souhaité revenir sur une histoire qu'on délaisse bien souvent pour seulement commenter ses conséquences supposées. Nombre d'aspects de ce qui fut la plus grande grève sauvage de l'histoire passent à la trappe : les comité d'action, le mouvement lycéen, les luttes paysannes, l'anti-impérialisme et la critique du contenu de l'enseignement...

Mai 68 nous concerne aussi parce que nous sommes militants. Comme les « enragés » du printemps 68, nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire d'en finir avec cette société inégalitaire et liberticide. Les conséquences de Mai 68 sur nos formes d'engagement aujourd'hui sont rarement discutées. Les comités d'action, la volonté d'autonomie et les nouvelles stratégies syndicales et politiques, sont autant de question d'actualités.

★ Pour plus de renseignements

Organisation Communiste Libertaire c/o Egregore
B.P. 1213 51058 Reims Cedex
lechatnoir@club-internet.fr
03 26 82 36 16

Offensive Libertaire et Sociale
c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat, 13001 Marseille
ols@no-log.org
06 62 75 28 46

samedi 17 mai

11h00-14h00
AVANT MAI : LES PRÉMICES

11h00-12h30 | Luttes ouvrières et contexte économique avant 68, Luttes paysannes avant 68
12h45-14h00 | Les lycéens et les étudiants avant 68

15h30-19h00
MAI-JUIN 68

15h30-17h00 | Saclay et la question de l'autogestion
17h15-19h00 | Le mouvement du 22 mars, Les comités de base

20h30-22h30
★ PROJECTION DÉBAT

dimanche 18 mai

10h00-13h15
★ LES TRACES DANS L'APRÈS MAI

10h00-11h30 | Mouvement étudiant 68/86
11h45-13h15 | L'héritage de mai 68, l'insubordination ouvrière

14h30-18h00
★ 68 RÉINTERPRÉTÉ, RÉCUPÉRÉ ?

14h30-16h00 | Les mythes de Mai 68, Mai 68 et ses vies ultérieures
16h15-18h00 | Une mémoire tronquée

★ Films en continu, buvette, coin repas, table de presse...

Ces journées seront organisées à l'occasion de la publication, par les revues Courant Alternatif et Offensive, autour de Mai 68.
À PARAÎTRE LE 22 AVRIL

CE PROGRAMME EST SOUS-RÉSERVE, LES HEURES, LES INTITULÉS DES DÉBATS SONT TOUTES À CONFIRMER

organisé par
Organisation Communiste Libertaire
Offensive Libertaire et Sociale

en collaboration avec
La librairie Quilombo

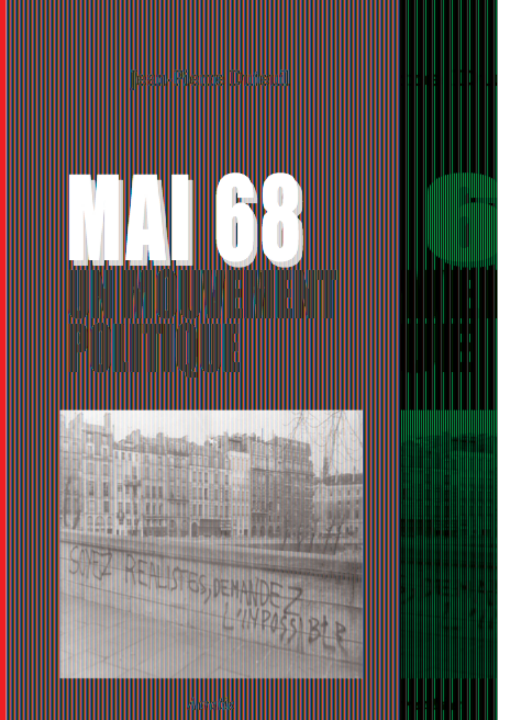
LES REVUES

COURANT ALTERNATIF & OFFENSIVE PUBLIENT UN NUMÉRO COMMUN SPÉCIAL MAI 68

5 euros – 52 pages – Mai 2008 - Hors série n°13 de Courant Alternatif – Hors série n°14 d'Offensive, à paraitre le 22 avril 2008.

SOMMAIRE

Lors des rencontres des 17 et 18 mai à Paris, la plupart des personnes ayant contribuées au numéro spécial seront présentes. Ont déjà confirmé leur participation : Daniel Blanchard, Jean-Pierre Duteuil, Jean-Franklin Naro, Kristin Ross, ainsi que des militant-es de l'époque, ou actuel de l'OCL et de l'OLS



Editions Acratie, à paraître en avril 2008

Jean-Pierre Duteuil

MAI 68, UN MOUVEMENT POLITIQUE

250 p. - 23 euros

Réduit à une pure dimension culturelle (elle-même vidée de son contenu subversif) par ceux qui veulent éradiquer toute idée de révolution et de critique du capitalisme, Mai 68 ne fut pas un accident de l'histoire sans suites. Pour de nombreux ouvriers mai 68 commence dès 1966 avec les révoltes à Caen, en Lorraine, à Fougères, à Redon ou à St-Nazaire ; avec un mouvement paysan en pleine mutation qui redécouvre l'affrontement avec la police ; avec un mouvement lycéen qui émerge plus d'un an avant les fameux évènements. Sans en prévoir ni les formes ni le déroulement il fallait être aveugle pour ne pas voir que de grandes choses se préparaient. La France ne s'ennuyait pas, la lutte des classes n'était pas rangée au rayon des antiquités, la classe ouvrière n'avait pas fait ses adieux. Mai 68 ce furent aussi de nouvelles formes d'organisation que l'on retrouvera tout au long des 40 années qui suivront : les *Comités d'action*, avec la volonté d'autonomie et la défiance vis-à-vis des structures syndicales et politiques. Autant dire qu'aprés les luttes et les expériences de l'hiver 2007 cela est toujours d'actualité ! Mai 68 ouvre une période de divorce entre la classe politique, les médias, les intellectuels d'un côté et la société civile de l'autre, comme ils disent. Eh bien tant mieux !

ACRATIE, L'ESSART, 86310 LA BUSSIERE
editions.acratie@orange.fr